

RAPPORT ANNUEL 2011



HELVETAS
Swiss Intercooperation

MADAGASCAR

Sommaire

Résumé.....	4
Chapitre 1. L'évolution du contexte malgache en 2011	5
Chapitre 2. Résultats du Programme à Madagascar	7
2.1. Développement du programme de HELVETAS Swiss Intercooperation ..	7
2.2 Résultats des projets en 2011.....	9
Chapitre 3. Partenariat	20
3.1. Les Organisations 'sœurs'	20
3.2. Partenariat et HELVETAS Madagascar	21
Chapitre 4. Le rapport financier 2011.....	24
Chapitre 5. Défis et opportunités en 2012	26
5.1. Le portefeuille et l'organisation interne	26
5.2. Défis et opportunités pour les projets en 2012.....	27
ANNEXES	30
Annexe 1. Tableau de suivi des indicateurs de performance en 2011.....	30
Annexe 2. Fiches des principaux projets en 2011.....	32
Annexe 3. Liste des publications par projet en 2011.....	40

Liste des acronymes et abréviations

AD2M	Projet d'Appui au Développement du Menabe et du Melaky
AFD	Agence Française de Développement
AIM	Association Intercooperation Madagascar
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
COFAM	Projet Corridor Forestier Fandriana-Marolambo
CIEDEL	Centre International d'Etudes pour le Développement Local
CROA	Comité Régional d'Orientation et d'Allocation
CSA	Centre de Services Agricoles
DDC	Direction du Développement et de la Coopération
DER	Direction Exécutive Régionale
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
FAMAHA	Projet d'appui à la sécurisation alimentaire durable de la région d'Androy à travers le développement de filières agricoles porteuses
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDL	Fonds de Développement Local
FERT	Organisation professionnelle agricole française de coopération internationale pour le développement rural
FES	Fondation Friedrich-Ebert
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
GIZ	Coopération Allemande
MEF	Ministère de l'Environnement et des Forêts
Minagri	Ministère de l'Agriculture
MNP	Madagascar National Parks
ONN	Office National de Nutrition
OPF	Organisations Paysannes Faïtières
PGDI	Programme de Gouvernance et de Développement Institutionnel
PGRM	Projet de Gouvernance des Ressources Minérales
PIC	Pôles Intégrés de Croissance
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNF	Programme National Foncier
PROSPERER	Programme de Soutien aux Pôles de Micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales de Madagascar
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
REDD-FORECA	Réduction des émissions dues à la déforestation et dégradation des forêts – Forêts engagées pour la réduction des émissions de carbone
SADC	Communauté de Développement d'Afrique Australe
SAHA	Programme de développement rural
SE-CNLS	Secrétariat Exécutif - Comité National de Lutte contre le Sida
SIF	Solidarité des Intervenants sur le Foncier
SNV	Organisation Hollandaise pour le développement
SOAVA	Projet d'Appui aux filières d'exportation
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VOZAMA	Vonjeo ny Zaza Malagasy (Sauvons les enfants malgaches)

Résumé

L'organisation HELVETAS Swiss Intercooperation, fruit de la fusion d'Intercooperation et de Helvetas est née le 01 juillet 2011. Pour Madagascar, le démarrage a été marqué par le changement de directeur, d'assistant technique expatrié et du responsable en Suisse, au siège. L'équipe du bureau pays a consacré un temps significatif à l'appropriation des nouvelles valeurs et à l'élaboration des documents stratégiques tant au niveau de l'organisation en entier que du pays. Deux outils administratifs ont été introduits, le système SANGAMA pour le budget et BANANA pour la comptabilité.

Du point de vue diplomatique, l'année a vu la prise de fonction du nouvel Ambassadeur Suisse à Madagascar. De sa rencontre avec le Groupe Intercooperation Madagascar (HELVETAS avec le programme SAHA et AIM), il a souligné la volonté de l'Ambassade à renforcer les liens avec les ONG (et autres acteurs) suisses intervenant dans le pays.

Dans le souci de résoudre la crise politique qui plombe le développement du pays depuis 2009, une Feuille de route a été signée à la fin de l'année par la quasi-totalité des groupes politiques malagasy sous la médiation de la Communauté internationale représentée par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Des opportunités d'acquisition et de collaboration avec les partenaires techniques et financiers classiques de Madagascar se sont présentées en 2011 pour des organisations comme HELVETAS Swiss Intercooperation. Ces bailleurs de fonds, à défaut d'une reconnaissance internationale du régime de la transition, se sont orientés vers les organisations non gouvernementales pour la mise en œuvre de leurs activités, à majorité sociales.

Le portefeuille de projets de HELVETAS Madagascar a su garder un certain équilibre en 2011 grâce à un effort intense d'acquisition du bureau pays mais aussi à diverses formes de partenariats (surtout avec AIM) aboutissant à l'enrichissement de l'offre de chaque institution et au renforcement de son profil. Deux projets ont été fermés (FORECA, AD2M), trois nouveaux signés et quatre acquisitions sont en cours dont trois sur la sécurité alimentaire en partenariat avec AIM. En consortium avec l'ONG SAHA et AIM, HELVETAS Madagascar a appuyé la préparation d'un nouveau programme de la DDC prévu démarrer en 2013 autour de la thématique de la bonne gouvernance.

En ce qui concerne le programme SAHA, le plus grand programme de HELVETAS Swiss Intercooperation à Madagascar, 2011 a été entièrement consacrée à la mise en œuvre opérationnelle, au dialogue des politiques et à la capitalisation et documentation. Le programme de la Commune de Münsingen a appuyé une dizaine de communes, associations de communes, organisations sociales et usagers de l'eau sur les thèmes de l'eau et l'assainissement, la gouvernance locale, l'économie locale, et une dimension sociale. Le projet FORECA a clôturé sa seconde phase par la finalisation de sa capitalisation. Le projet COFAM a pris la décision de démarrer un projet REDD+ et dans le cadre de la génération de revenus forestiers. Les projets FRDA pilotes ont démarré dans les régions d'Analamanga et de Vakinankaratra avec AIM et l'ONG FERT comme opérateurs d'appuis. Un projet d'appui à l'éducation primaire financé par Oxfam Hong Kong a démarré dans les régions d'Analanjirifo, Analamanga, Amoron'i Mania et Haute-Matsiatra en décembre 2011.

Une priorité pour 2012 est l'élaboration d'un plan stratégique (2013-16) avec comme éléments clés la priorisation, des domaines thématiques assurant un bon positionnement de HELVETAS à Madagascar. Elle doit également développer de nouveaux partenariats stratégiques et assurer une proactivité dans ses acquisitions. Une opportunité clé dans ce sens est le nouveau programme de la DDC (« post SAHA ») qui va être planifié en consortium avec l'ONG SAHA et AIM. En coopération avec l'Ambassade Suisse, 2012 doit être une année d'échange avec les acteurs suisses à Madagascar.

Une amélioration de la visibilité de HELVETAS Swiss Intercooperation dans le pays est prioritaire en 2012 pour éradiquer la confusion avec Intercooperation et se positionner comme un partenaire intéressant dans ses domaines d'intervention avec un rôle important de complémentarité et de synergie. HELVETAS Madagascar va signer une nouvelle Charte de Collaboration avec AIM et soutenir son renforcement. Le Consortium regroupant AIM, ONG SAHA et HELVETAS Madagascar va chercher à se renforcer à travers des opportunités de mise en œuvre et de gestion d'activités communes.

Chapitre 1. L'évolution du contexte malgache en 2011

La Politique

L'événement politique marquant l'année 2011 est la signature d'une Feuille de route le 17 septembre 2011 par la quasi-totalité des groupes politiques malgaches avec les médiateurs de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Un nouveau Premier ministre et un gouvernement de « consensus » pour la transition ont été nommés trois semaines plus tard. "Cette formation du gouvernement est une étape décisive, mais le plus important sera la tenue des élections libres et transparentes pour permettre le retour des aides publiques" dicit l'ambassadeur de l'Union Européenne à Madagascar, Leonidas Tezapsidis.

L'interprétation de l'article 20 de la Feuille de route reste l'écueil de sa mise en œuvre : « la sécurité du retour des exilés politiques Madagascar doit être assuré par la Haute Autorité de la Transition qui doit aussi 'développer et promulguer d'urgence les instruments juridiques nécessaires, y compris une loi d'amnistie, afin d'assurer la liberté politique de tous les citoyens malgaches dans le processus inclusif de transition, débouchant sur la tenue d'élections libres, justes et crédibles' ». L'ancien Président Didier RATSIRAKA est revenu au pays en novembre 2011 après neuf ans d'exil et est ensuite reparti en France. Le dernier président, Marc Ravalomanana, attend encore des chances dans la loi d'amnistie pour lui permettre à revenir à Madagascar. La session budgétaire du Parlement s'est achevée le vendredi 16 décembre 2011 sur un ton d'optimisme. La détermination pour aller de l'avant vers des élections mais surtout dans l'application de la Feuille de route a été ressentie au niveau des deux Chambres. La Feuille de route a été ratifiée et la Loi des finances 2012 a été adoptée. Les défis qui restent sont de gérer un gouvernement avec 35 ministres dans une seule direction et de fixer une date pour les élections.

Un nouvel ambassadeur Suisse a pris fonction à Madagascar et a présenté les copies figurées de ses lettres de créance au Ministre des affaires étrangères le 29 novembre 2011.

Le Social

Les aides extérieures en faveur du secteur social ont été en nette progression par rapport à 2008 : les bailleurs de fonds ont débloqué un total de 260 millions de dollars en 2010 contre 180 millions en 2008¹. Dans une Note économique, la Banque Mondiale pose la problématique de l'efficacité de l'aide : en dépit de l'augmentation des financements extérieurs, la plupart des indicateurs sociaux ont continué à baisser. Le rapport des OMD 2010 par le PNUD témoigne de la baisse récente des taux d'inscription nets dans les écoles primaires, du taux d'accouchements assistés par le personnel médical, et le recours à des consultations médicales.

Le taux d'inflation en 2011 est de 9,5 %². Le rapport de l'enquête auprès des ménages 2010, présenté par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) stipule que 62,1% des ruraux subissent une extrême pauvreté contre 34,6% en milieu urbain. Parmi les 22 régions de Madagascar, Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Haute-Matsiatra, Sava et Vatovavy Fitovinany sont les plus touchées.

Près de 82% des ménages ont un revenu inférieur à leurs besoins nécessaires pour survivre tandis que le seuil de la pauvreté est évalué à 468.800 Ariary par individu par an, avec un dollar valant environ 2.000 Ariary. Le rapport indique que ces personnes n'ont même pas la possibilité d'accéder au panier alimentaire minimal fournissant 2.133 kilocalories par jour.

En dépit des crises, les collectivités locales essaient tant bien que mal de satisfaire la demande des populations. Ceci grâce en partie au 5.4 milliards Ariary (2.700.000 dollars) de fonds transférés aux Communes par le Fonds de Développement Local.

¹ Banque Mondiale, vers un agenda de relance économique, 2010

² C'est la variation des moyennes annuelles 2010-2011

L'insécurité

Après une légère accalmie, les braquages sur les routes nationales ont repris de plus belle. La sécurité des usagers de la route est plus que jamais menacée. Les deux pistes proposées par le ministère ne satisfont pas les professionnels : l'interdiction de voyager la nuit n'est pas efficace pour les zones nationales car risque de rallonger la durée du voyage et ainsi des frais. Embarquer des forces de l'ordre pour sécuriser les caravanes générerait également des dépenses supplémentaires. Les usagers interpellent l'Etat de réellement mettre les moyens plus forts pour lutter contre le grand banditisme.

Un substitut du Procureur est mort des suites de brutalités policières à Tuléar. Les policiers de la ville voulaient libérer de force un des leurs, condamné et incarcéré à la prison de Tuléar pour cause de vente d'arme à un bandit. En protestation, le Syndicat des Magistrats a décidé de faire une grève générale jusqu'à l'obtention des limogeages de tous les responsables au niveau de la Sécurité publique.

Aussi l'insécurité dans la Capitale est grandissante : des bandits armés braquent ou tuent des personnes dans leurs véhicules et dans leurs maisons, et les vols sont monnaie courante. Pour « réduire l'insécurité et regagner la confiance de la population », une opération d'assainissement est faite au niveau du ministère de la sécurité intérieure et se manifeste par le transfert en justice de 125 policiers en six mois, entre avril et septembre 2011 ainsi que par la création d'une police des polices nommée "Inspection Générale de la Police Nationale" pour surveiller le comportement des policiers.

L'Economie

L'économie malgache ne cesse de se dégrader. Selon les données de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), les investissements dans les créations d'entreprises ont baissé de 53.09%. Le secteur ayant le plus souffert est sans conteste les bâtiments et travaux publics. En outre, le marché de l'emploi s'oriente nettement vers les services plus que vers l'industrie et l'agriculture.

Les petites et moyennes entreprises malgaches ont souffert de la crise politique qui dure depuis 2009, avec des pertes de marchés de 25% en moyenne dans une économie dominée par le secteur informel et quelques grosses sociétés.

En 2011, les exportations de produits de rente tels le café vert, le girofle et les crevettes, sont très satisfaisantes par rapport à celles de l'année précédente, indique le rapport publié par la Banque Centrale de Madagascar. Par contre, la vanille n'a pas subi cette augmentation des exportations et chute même en valeur nominale en raison surtout de l'effondrement du prix mondial de la vanille. Grâce à la richesse du pays en biodiversité l'exportation de plantes médicinales a connu une forte explosion.

Les exportations illégales de bois précieux se poursuivent malgré le décret d'interdiction de 2010.

Enfin, selon les statistiques du Ministère du Tourisme, 100.692 touristes ont foulé le sol de la Grande Ile pendant les six premiers mois de 2011. Les efforts comme les promotions de la destination Madagascar et les retombées de sa participation dans le groupe « Iles Vanilles » ont commencé à payer mais restent insuffisants.

Conséquences pour le programme HELVETAS Madagascar

La crise reste d'ordre politique, ses répercussions touchent le pouvoir d'achat de la population et l'insécurité à différents niveaux. Bien que le contexte n'évolue pas rapidement vers une sortie de crise, les bailleurs de fonds manifestent la volonté d'augmenter leurs aides en s'appuyant sur des organisations telles que HELVETAS Swiss Intercooperation. Cela se manifeste par la multiplication des opportunités d'acquisition en 2011 dans des domaines variés comme la sécurité alimentaire, l'éducation primaire ou les innovations dans l'eau et l'assainissement. Les domaines thématiques développés par le programme pays de HELVETAS Madagascar restent pertinents dans ce contexte et il y a des perspectives de collaboration avec des nouveaux partenaires qui veulent renforcer leurs engagements pour le pays.

Chapitre 2. Résultats du Programme à Madagascar

2.1. Développement du programme de HELVETAS Swiss Intercooperation

2.1.1 Le développement du portefeuille en 2011

Le portefeuille

Le portefeuille est resté assez constant en 2011. Le Programme SAHA est encore l'épine dorsale du portefeuille en termes de volume financier et de personnel. Le Programme Münsingen garde le même volume financier depuis une dizaine d'années. Cinq nouvelles propositions de crédit ont été approuvées par la Commune de Munsingen en 2011, 03 nouveaux projets ont été lancés et environ 14 projets sont en phase de clôture. De même, le programme COFAM, en partenariat avec AIM, financé par l'UE et co-financé par le canton de VAUD, a continué en 2011.

Trois nouveaux mandats ont été signés en 2011 : la mise en place des Fonds Régionaux de Développement Agricole d'Analamanga et du Vakinankaratra, dont la mise en œuvre se fait en partenariat avec respectivement AIM et FERT. En plus un projet d'appui à l'éducation primaire et préscolaire financé par OXFAM Hong Kong a commencé ses activités en décembre. Les projets AD2M et REDD-FORECA se sont terminés en 2011.

Acquisition

Il existe également des mandats potentiels pour 2012, notamment deux projets dans la thématique de la sécurité alimentaire (UE) avec AIM³ (un approuvé au début avril 2012 et l'autre avec une probabilité d'approbation grande en juin 2012), une assistance thématique dans l'élaboration d'un système MRV REDD+ (AFD) (acquisition réussie) et la démarche vers un programme pilote portant sur le Bio Coton (AFD et fonds propre). L'opportunité pour un projet sur le Coton biologique avec AIM et WCS, financé par la Banque Mondiale est encore en suspend pour des raisons liées à la crise politique.

En 2011 HELVETAS Madagascar a recherché une association avec le SNV de l'Afrique Centrale et HELVETAS Afrique de l'Ouest pour un appel à proposition de l'UE avec comme thème la facilitation de la gestion de connaissance par rapport à la sécurité alimentaire à un niveau international. Malheureusement, l'isolement relatif de Madagascar constitue un empêchement pour s'associer facilement.

HELVETAS Madagascar et AIM explorent une nouvelle possibilité de partenariat avec des entreprises membres d'un consortium lié au « sustainable spices initiative », initié par l' « Instituut voor Duurzame Handel » des Pays-Bas.

En consortium avec l'ONG SAHA et AIM, HELVETAS Madagascar a appuyé la préparation d'un nouveau programme de la DDC autour de la thématique de la bonne gouvernance, en se basant sur les acquis du programme SAHA et les 50 années de la Coopération Suisse à Madagascar. La note d'entrée en matière est finalisée et la planification de la première phase se fera en avril 2012.

Dans l'intention de développer davantage le secteur eau et assainissement, HELVETAS Swiss Intercooperation soumettra une proposition à la facilité de financement d'AFD (FISONG) avec cofinancement de la Solidarité'eau Suisse et des fonds propres de HELVETAS.

Gestion de connaissance

2011 a été une année riche en ce qui concerne la gestion de connaissance. L'équipe de SAHA a intensifié son effort de capitalisation des expériences et de partage des bonnes pratiques. Le couronnement de leur travail est la reconnaissance par le biais du « knowledge awards 2011 » de HELVETAS.

³ L'ONG SAHA est partenaire dans un de ces trois projets

Six personnes de HELVETAS et de l'équipe SAHA ont participé dans un échange avec le programme de HELVETAS Mali sur le développement local et la promotion de filières. Un membre de l'équipe SAHA a participé également dans une mission de renforcement dans le domaine de la gouvernance au Mali.

L'administratrice du bureau pays a participé à une formation sur la micro finance en Italie, et l'équipe SAHA a continué ses cours d'anglais ; quelques membres de l'équipe ont également suivi une formation à Lyon, au sein du CIEDEL France sur l'éthique et le changement de comportement. HELVETAS Madagascar a participé dans le grand événement de la COP17 à Durban par rapport au changement climatique. Un document de capitalisation du projet FORECA et une boîte à outils REDD+ ont été diffusés.

La liste des publications en 2011 est présentée en annexe 3.

2.1.2 L'organisation interne

La nouvelle organisation

La fusion de Helvetas avec Intercooperation a marqué l'année 2011, ainsi que le départ de la Déléguée, Annette Kolff remplacée par Nicolette Matthijsen. Le responsable de Madagascar à Berne a également changé.

Un grand effort d'appropriation de la nouvelle identité a été fait par l'équipe à Madagascar par rapport à la nouvelle forme institutionnelle et ses stratégies. La mise à jour du site web suit les développements et les initiatives du bureau du siège en Suisse.

Le plan opérationnel annuel 2011 pour le programme à Madagascar a mis l'accent sur la fusion avec la question primordiale de savoir si Madagascar aura un programme propre retenu dans le portefeuille de la nouvelle organisation à long terme. Heureusement, la décision a été positive et l'équipe s'est préparée pour dresser un plan stratégique 2013-2015 pour le programme à Madagascar. Un premier atelier pour élaborer cette stratégie a pu identifier des possibles thématiques pour HELVETAS Madagascar. Ont été présentées une composition diverse du portefeuille courant et les opportunités d'offres pour l'acquisition (également assez diverses), le grand défi reste la priorisation d'un profil thématique clair.

Le nom de HELVETAS Swiss Intercooperation 'gagne du terrain' à l'interne et à l'externe de l'organisation. Au début de 2012, HELVETAS Madagascar a reçu l'approbation formelle de l'accord de Siège pour deux ans par le Ministère des Affaires Etrangères Malagasy. Tous les contrats sont changés au nom de HELVETAS Swiss Intercooperation Madagascar. Nous sommes encore souvent contactés comme Intercooperation, mais déjà plus de la majorité du courrier est maintenant adressé au nom de HELVETAS Madagascar. Une présentation publique du programme HELVETAS Swiss Intercooperation est prévue après l'approbation du nouveau plan stratégique.

Une des conséquences prévues du changement de nom était l'implication pour la concession du droit d'AIM d'exploiter le nom Intercooperation. Cette implication est encore en discussion en vue de la nouvelle charte de partenariat entre AIM et HELVETAS Madagascar.

Ressources Humaines

L'équipe de HELVETAS à Madagascar a connu trois départs au cours de l'année (la standardiste-réceptionniste, Aina Rakotondrazefa, le chargé de programme junior, Hanta Rabesandratana, la Déléguée d'Intercooperation, Annette Kolff), et deux nouveaux recrutés : le Conseiller Technique Economie Locale et le Directeur du Programme.

L'année 2011 a également vu la naissance de l'ONG SAHA, créée par quelques cadres du programme SAHA, dans la perspective d'une continuité des acquis au-delà de la fin du programme SAHA. Un consortium entre l'ONG SAHA, HELVETAS Madagascar et AIM est en phase de mise en place pour la gestion de future collaboration comme le Programme thématique de sécurité alimentaire de l'UE (132 007) ou le futur programme de la DDC à Madagascar.

L'évènement du team building s'est focalisé sur le développement du leadership. A travers une variété d'activités, l'équipe a bénéficié d'une meilleure compréhension de ce qu'est un leader. Elle a formulée les « à faire et à ne pas faire » par un leader et s'est engagé sur des choses concrètes à commencer/continuer. Grace à un exercice d'identification de son rôle dans l'équipe, chaque participant a pu voir la pertinence du leadership pour notre propre travail en tant que HELVETAS Madagascar.



Il y a eu huit missions d'appui technique et une mission d'introduction du Coordonateur de Programme (Georg Felber) du Bureau du Siège à Madagascar. Une d'entre elles concernait l'appui au projet FORECA par Oliver Gardi, deux autres missions effectuées par Philippe Vaneberg fournissaient un appui au programme- et ONG SAHA- ainsi qu'à l'atelier de synthèse en vue du nouveau programme DDC.

Administration et Finances

En une année d'application du logiciel « Ciel Compta Evolution », l'équipe administrative a été formée à deux nouveaux outils : le système SANGAMA pour le budget et BANANA pour la comptabilité. L'introduction des deux systèmes est une innovation qui permet d'avoir un budget par projet/programme avec un meilleur suivi et une meilleure vue sur l'ensemble du portefeuille. L'outil de gestion du temps Abacus utilisé par toute l'organisation est désormais intégré dans le logiciel Sangama et a été introduit en 2011.

2.2 Résultats des projets en 2011

2.2.1. Réalisations du Programme SAHA

La mise en œuvre du programme a suivi la planification initiale et atteint la plupart des résultats attendus pour cette année. En bref, 95% du budget planifié (en ariary) à Madagascar a été exécuté. A la fin de l'année, les bureaux des antennes régionales ont été fermés comme prévu.

Bilan des actions SAHA au niveau PALI

Les actions menées ont consisté à renforcer la maîtrise d'ouvrage des Partenaires directs et développer leurs capacités dans leur mission de développement économique de leurs territoires.

Les Partenaires Organisations Paysannes Faïtières ou OPF ont réussi à améliorer la production agricole, et augmenter la mise en place de partenariats avec des opérateurs économiques. Egalement, avec l'appui des autorités locales, la gestion des ressources naturelles (forêts, plantes mellifères, des lacs, etc.) a été améliorée. Les OPF ont renforcé leur organisation interne ; par exemple elles sont plus conscientes de l'importance de la communication interne entre le bureau et les membres à la base. Egalement leur gestion administrative et financière s'est améliorée, ainsi que la



capacité de l'OPF à traduire les besoins de ses membres en services de manière plus pertinente, efficace et efficiente. La plupart des OPF ont pu mobiliser des services et fonds des autres partenaires, bien qu'elles n'aient pas atteint une indépendance totale.

Les communes se sont dotées de capacité de maîtrise d'ouvrage dans la mise en œuvre des services communaux et de leur stratégie de développement économique. Elles font preuve de plus de leadership à travers leur capacité à mobiliser la population et quelques opérateurs économiques, leur capacité à piloter l'atelier multi-acteurs et à en assurer la coordination. En plus,

les communes réalisent des actions pour améliorer les conditions cadres de développement, notamment l'opérationnalisation des guichets fonciers et la délivrance des certificats fonciers, l'instauration de la sécurité au moyen de la mise en œuvre de comités de défense communautaire, la réalisation des infrastructures sociales et/ou économiques (réhabilitation piste/route, pont, marché, barrage hydro agricole, adduction d'eau potable), la mise en place de structure de coordination et de promotion économique.

15 Communes sur 17 ont amélioré leurs ressources propres grâce à l'instauration d'un système permanent de recensement fiscal. Néanmoins, une baisse généralisée de recouvrement fiscal est constatée en ce qui concerne l'impôt sur le foncier et les propriétés bâties par rapport à l'année dernière. Les causes généralement évoquées sont la réticence des citoyens à payer leurs impôts suite aux difficultés financières des ménages engendrées par la crise ou les sensibilisations au non paiement des impôts par certains politiciens. Ceci est souvent renforcé par des difficultés liées à l'enclavement physique ou la démotivation des maires dans leur fonction d'appel au devoir fiscal face aux nombreuses programmations d'élections communales.

Les résultats de la cartographie des incidences ont montré un développement progressif de changement de comportements des PALI (y inclus les organismes publics de coopération intercommunale, les associations des communes et les organisations faitières de la société civile rurale) pendant l'année 2011. Les « portes ouvertes » organisées au niveau des antennes pour célébrer le dixième anniversaire de SAHA ont démontré les acquis des PALI au public des zones d'intervention, entre autres les autorités locales, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers actifs dans ces régions, et d'autres partenaires.

Bilan des actions SAHA au niveau territoire

SAHA a cherché à stimuler/favoriser l'émergence/renforcement progressif des mécanismes / institutions pouvant prendre le relais d'accompagnement du programme SAHA afin que les PALI puissent continuer la réalisation de leur mission au-delà de SAHA IV. Egalement, SAHA a stimulé le développement de mécanismes permettant aux acteurs d'interagir pour enclencher une dynamique multi acteurs en vue du développement économique du territoire.

Au cours de l'année 2011, il y a eu une évolution intéressante dans les territoires d'intervention tant sur la génération/renforcement des dynamiques multi ac-



Atelier multi-acteurs

teurs que les effets en termes d'amélioration des conditions de vie de la population rurale au niveau des territoires. En 2011 les processus d'amélioration de la gouvernance à l'échelle communale et tercommunale se sont poursuivis et avec une démonstration de la redevabilité, l'augmentation des ristournes et une reconnaissance de la pertinence du niveau intercommunal.

Une évolution positive et progressive a été constatée dans tous les territoires à la fin de la phase IV. Les acteurs maîtrisent l'importance de la notion de vision et d'enjeux et ils ont acquis des connaissances partagées des enjeux identifiés. En plus, une dynamique d'interaction s'est développée dans chacun des territoires. Les acteurs se mobilisent activement autour des enjeux identifiés et appliquent plusieurs mécanismes d'interaction. L'interaction entre les PALI et les partenaires techniques et financiers (PTF) s'est amélioré.

Par conséquent, on a pu mobiliser des ressources fiscales et non-fiscales, réaliser la construction d'infrastructure, faciliter des services communaux (par exemple les guichets fonciers, transfert de gestion de ressources naturelles), améliorer la sécurité, et accès aux services de base tant comme la microfinance et l'amélioration de la production. Il y a une meilleure gouvernance et le rôle des divers fonds relativement nouveaux dedans (Fonds de Développement Local, Fonds d'Entretien Routier, Fonds Régional de Développement Rural en particulier) renforcé.

Les effets sont l'augmentation du volume de production et de commercialisation des PALI. Les communes ont pu relever des recettes et ont créé des emplois locaux. Ces 'richesses' sont assez bien réparties grâce aux processus participatifs, la prise en compte des vulnérables et l'augmentation des membres des organisations de base et des paysans faitières. En outre, les enjeux des zones enclavées sont pris en compte au travers de la construction/réhabilitation d'infrastructures desservant ces zones enclavées et la mise en place de nouvelles caisses en microfinance.

Les résultats mesurés par les indicateurs chiffrés (annexe 1) confirment qu'un grand nombre des bénéficiaires ont pu profiter des services de base (par exemple plus de 21 milles pour l'eau / assainissement, près de 200 milles de pistes), ont augmenté leur revenu (environ 10,5 mille personnes). Plus de 12 milles personnes ont été formées sur le sujet de la gouvernance. Dans la majorité des cas, les femmes forment plus de 50% des bénéficiaires.

Bilan des actions SAHA au niveau stratégique

SAHA a cherché à renforcer le développement d'alliances stratégiques avec d'autres institutions et organismes d'appui régionaux et nationaux afin de multiplier/mettre à l'échelle ses expériences d'une part et d'en étendre les effets au niveau d'autres régions.

D'autre part, il a contribué à l'évolution des politiques/stratégies sectorielles et des conditions-cadre de développement en général pour mieux toucher les enjeux régionaux ou nationaux de développement. Des exemples en sont la participation dans la formulation du Programme Sectoriel Agricole, la Politique Nationale pour la Sécurité Alimentaire, l'appui à la conférence pour évaluer la réforme foncière, et différentes initiatives par rapport à la décentralisation.

Basé sur les expériences de programme SAHA, entre autres avec des Centres de Service Agricole, SAHA a contribué à l'action recherche sur le Fonds Régional de Développement Agricole dans 2 régions d'intervention à travers le cofinancement avec l'Agence Française de Développement et le Ministère en charge de l'Agriculture (cf. 2.2.6).



Production et champs d'igname, OPF Androy

La journée « igname », célébrée en octobre 2011, était un bon moment pour montrer l'impact de l'introduction de l'igname à Madagascar. SAHA a commencé à s'intéresser à l'igname en 2002, dans sa perspective d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables. Il y avait des phases de recherche, des essais d'acceptabilité, une amélioration des connaissances et de diffusion. Maintenant, l'importance de l'igname comme un produit nutritionnel est reconnue et la culture d'igname et des semences mise à l'échelle hors des zones d'intervention de SAHA en partenariat avec beaucoup d'autres institutions, avec un rôle clé par l'Office National de Nutrition et la FAO.

Par rapport au genre, SAHA a continué le leadership dans le réseau national et organisé des conférences comme sur le sujet du foncier.

Les expériences de SAHA par rapport aux processus de budget participatif ont été mises à l'échelle en partenariat avec le Fonds de Développement Local, le Ministère en charge de la Décentralisation, la Banque Mondiale et le secteur minier. Ces processus déjà pilotés dans les zones d'intervention de SAHA ont été repris et consolidés pendant l'année.

2.2.2. Réalisations du programme de la commune de MUENSINGEN

Le programme

Le programme de la Commune de Muensingen est une coopération décentralisée ayant comme objet d'accompagner le développement local basé sur la mobilisation et la responsabilisation des partenaires. Le programme a concentré son partenariat dans 10 communes réparties dans 3 régions de Madagascar : Bongolava, Analamanga et Vakinankaratra. Les thématiques prioritaires sont l'eau et l'assainissement, la gouvernance locale, l'économie locale, et une dimension sociale. Les deux premières thématiques sont complémentaires, l'économie locale s'y est ajoutée comme innovation visant un impact direct sur l'amélioration du revenu de la population. La dimension sociale profite aux groupes vulnérables comme les enfants et les jeunes issus des familles pauvres.

Domaine eau et assainissement

3 communes ont bénéficié de l'appui dans ce domaine au cours de l'année 2011 :

- Dans le village d'Ambohimahavelona de la commune rurale d'Ambatolampy, environ 900 nouvelles personnes dont 443 de sexe féminin ont accès à un système d'adduction d'eau potable avec 14 kiosques d'eau dotés de compteurs. Un système de gestion communautaire payant va être mis en place en 2012. Comme innovation, une source alternative d'eau sous la forme d'*impluvium* (collecte d'eau de pluie) a été installée dans une école. Le service déconcentré de l'eau de la Région de Bongolava s'est impliqué pour faire un appui/suivi rapproché à la commune pour la gestion de ce système d'eau potable. Ce projet est cofinancé par Solidarité Eau Suisse.
- Deux études socio-économique, technique et hydrogéologique ont été faites pour la réhabilitation et l'extension de la station de pompage et de traitement d'eau de la Commune suburbaine d'Ambohimanambola. Cette commune a bénéficié d'un appui financier de 100.000 CHF pour la mise en œuvre de ce projet. Les étapes préparatoires avant la mise en œuvre ont pris du temps, pour les raisons que le projet ferait appel à des technologies non courantes pour le programme : exploitation d'eau de surface, forage et système de traitement.
- Le Comité d'Appui en Suisse et à l'Étranger de la commune de Muensingen a approuvé d'appuyer avec un budget de 107.500 CHF la demande de la Commune de Masindray de mettre en place un système combiné de système gravitaire et de puits donnant accès à l'eau potable à environ 1.050 personnes.



Château d'eau surélevé, Ambohimahavelona



Kiosque d'eau, Ambohimahavelona

Par la capitalisation de ces interventions, nous avons également participé à diverses plateformes et réflexions relatives aux enjeux du secteur Eau. Les principales thématiques sont la professionnalisation du secteur, la promotion de l'assainissement, la gestion intégrée des ressources en eau et l'adaptation aux effets du changement climatique.

La perspective thématique de 2012 est de renforcer les communes partenaires dans la mise en place de système de gestion d'eau adapté et efficace.

Domaine de l'économie rurale

Le long processus d'appui au développement économique local (DEL) de la Commune de Ihazolava de la Région du Vakinankaratra) a abouti aux acquis suivants :

- Un plan d'action pour chacune des 4 filières identifiées, à savoir le lait, le maïs, le poulet de race locale améliorée et les légumes et fruits)
- La mise en place de sites de démonstration avec des paysans relais pour appuyer les formations sur des techniques agricoles et de transformations relatives à ces filières La mise en place d'un comité regroupant les acteurs locaux (comité DEL)
- La contractualisation de partenariats entre la Commune, le comité DEL et des opérateurs économiques locaux.
- L'intégration de groupe de population vulnérable dans les activités filières,
- Et la mise en place d'une base de données sur les activités économiques au sein de la Commune.



Le leader de la filière lait à Ihazolava qui témoigne l'intérêt de s'impliquer dans le processus DEL

Le prochain défi consiste au maintien du dynamisme des acteurs locaux et la continuation de partenariat local. Au cours de cette année 2012, une nouvelle phase de projet sera conceptualisée en se basant sur les acquis pour intégrer le processus DEL dans des dynamiques territoriales comme le Fonds de Développement Régional de l'Agriculture et les activités du Centre de Service Agricole.

Domaine de la Gouvernance locale

Le domaine de la gouvernance locale consiste à appuyer et outiller des communes partenaires dans la mobilisation de ressources internes.

En 2010, La commune de Fihaonana a eu un accompagnement consistant à relancer la fiscalité pour mobiliser des ressources propres, en particulier à mettre en place par une action/formation un système de recensement et de recouvrement des impôts sur le terrain et sur les propriétés bâties. En 2011, la partie sur le recouvrement des impôts a été réalisée et un appui continuera en 2012 pour évaluer les impacts et assurer la durabilité du système.

Une association de trois communes (Ambohimambola, Anjeva Gare, Masindray) s'est mise ensemble pour mettre en place des guichets fonciers en 2008. La mise en œuvre de ce projet a été bloquée en cours de route, pour diverses raisons en grande partie une conséquence de la crise politique. En 2011, des actions pour faire avancer le projet ont été entreprises au niveau du Programme National Foncier, mais n'ont pas encore abouti. Les matériels et instruments techniques dotés aux communes dont le plan d'occupation locale numérisé ainsi que le personnel recruté par les communes ont été pour le moment valorisés pour le suivi de recensement et recouvrement des impôts fonciers. En 2012, une issue définitive serait à trouver avant la clôture du projet.

Dimension Sociale : VOZAMA, GRAINES DE BITUME et Hôtellerie sociale

La dimension sociale tourne autour de la scolarisation et de la formation des enfants et des jeunes. 3 projets ont été appuyés au cours de l'année :

- Le « Projet professionnel » avec l'association Graines de Bitume a pour objectif de favoriser les projets professionnels de jeunes de rue de la capitale. Le projet accompagne les réflexions de ces jeunes sur le choix d'un métier jusqu'à l'insertion dans une activité professionnelle, en passant par les étapes de formation et de stage. 11 jeunes filles et 40 garçons ont bénéficié de cet appui au cours de l'année 2011. Avec une grossesse prématurée ou le mariage précoce, les causes fréquentes d'abandon de ce parcours concernent plus les filles que les garçons.
- L'association VOZAMA intervient dans les régions d' Amoron'i Mania et de Haute-Matsiatra. Elle amène les enfants ruraux sur le chemin de l'école en offrant un cursus pré- scolaire de proximité de 2 années et un appui pour rentrer dans le système primaire classique. En appuyant 10'866 enfants en 2011, le projet travaille également avec les parents sur des thèmes divers comme la protection environnementale, l'amélioration de revenu, la santé et l'hygiène. Ceci, pour avoir une base pérenne et assurer en plus de la scolarisation des enfants au moins jusqu'à la fin du primaire, un développement plus intégré.



Un élève VOZAMA

Ces deux partenaires participent au nouveau programme d'appui à l'éducation primaire de HELVETAS Madagascar financé par OXFAM Hong-Kong pour les années 2012-2013. Des synergies seront à établir entre le programme Muensingen et ce nouveau programme.

- Le projet d'hôtellerie sociale avec l'association « ENDA Océan Indien » a comme objectif de créer une structure de formation et d'application aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration. L'hôtel-école vise à insérer des jeunes issus des milieux défavorisés, référés par des centres ou des associations d'accueil (comme Graines de Bitume dans les professions comme commis de cuisine, ouvrier boulanger, pâtissier, serveur en salle, personnel d'étage. En complément des acquis avec le projet professionnel de Graines de Bitume, le programme concentre essentiellement ses appuis aux aspects pédagogiques. Le projet a démarré en 2011 et les acquis de cette première étape sont : la mise en place de partenariat avec l'Alliance Française, le Groupe d'enseignement de mathématiques de Madagascar, Le Groupe Développement et la plateforme de la société civile pour l'enfance pour l'élaboration des mallettes pédagogiques et la mise en œuvre des formations sur les matières de base. Un partenariat a été également initié avec le lycée technique de Limoges pour les matières liées à l'hôtellerie. 24 animateurs de 15 associations et ONGs référents ont été remis à niveau sur les matières de base. ENDA Océan-Indien a obtenu un co-financement de l'Ambassade de France sur cette partie pédagogique et un financement de l'Union Européenne sur la mise en place de l'hôtel-école.

Système de suivi- évaluation en 2011

- Le programme a appuyé l'auto-évaluation du comité DEL d'Ihazolava : les réflexions ont abouti à un certain nombre de pistes d'amélioration, notamment le besoin de facilitation de l'accès aux moyens financiers pour le développement des micro-entreprises locales, le développement de l'entrepreneuriat et la facilitation de l'accès au marché, le besoin de développer des réseaux de partenariat – le renforcement du pilotage des actions et la coordination des intervenants.
- Le système d'adduction d'eau potable de la commune d'Ihazolava connaît des difficultés liées aux lacunes de la gestion communautaire. Le programme va appuyer une meilleure implication de la commune en tant que maître d'ouvrage. Une mise en synergie avec les initiatives assainissement et hygiène est à prévoir.
- Introduction des indicateurs dans les nouveaux contrats projets : d'un accord commun avec les partenaires du programme, les indicateurs de suivi des projets sont identifiés et annexés dans les contrats (y compris les indicateurs propres de HELVETAS). Les indicateurs sont articulés au système de suivi-évaluation en place des partenaires (si le système existe) sinon l'approche sert d'introduction au renforcement de compétence des partenaires sur le domaine.

- Suivi de la mise en œuvre des projets en cours : les principaux axes de suivi du programme concernent les résultats des actions, le développement des partenariats autour des projets ainsi que l'amélioration du processus interne (gouvernance, organisation etc.).

2.2.3. Réalisations du projet COFAM

Le projet Corridor Fandriana Marolambo veut apporter une « Contribution à la réduction de la pauvreté, la conservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique par la cogestion des forêts primaires du corridor forestier de Marolambo ». Il est mis en œuvre depuis 2009 par Madagascar National Parks⁴ en partenariat avec HELVETAS Swiss Intercooperation et AIM. Avec des financements de l'Union Européenne et du Canton de Vaud, ce projet vise le développement d'un système durable de cogestion forestière décentralisée et veut ainsi contribuer à la conservation de la biodiversité et à l'amélioration des conditions de vie des communautés riveraines. L'action cible la population riveraine des forêts du Corridor, au niveau de 89 Fokontany⁵ répartis dans 22 Communes Rurales de quatre Régions de Madagascar : Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Vatovavy Fitovinany et Atsinanana.

Les rôles se répartissent comme suit entre les trois partenaires de mise en œuvre du projet :

- Madagascar National Parks est responsable de la mise en œuvre des activités de création de l'aire protégée, la surveillance et le contrôle de la forêt, la recherche écologique et l'écotourisme. Il est également responsable des concertations avec les autorités et services techniques déconcentrés aux niveaux régional et national.
- HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable des appuis thématiques sur la gouvernance environnementale, le changement climatique, le foncier, la décentralisation, le développement économique et des filières ainsi que le pilotage des actions de montage des dossiers de recherche de financement carbone sous forme des projets du mécanisme de développement propre ou de réduction de la déforestation.
- AIM est responsable de la structuration et l'appui aux communautés, le transfert de gestion des forêts périphériques, l'accompagnement des communautés dans la cogestion de l'aire protégée, les actions de valorisations des ressources naturelles ainsi que les appuis aux filières et générations de revenus.

Le présent rapport parle des réalisations liées aux responsabilités de HELVETAS Madagascar.

Appui à la génération de revenu forestier pour la pérennisation financière de la gestion du parc : un projet REDD+

HELVETAS Swiss Intercooperation a commencé une étude de faisabilité d'un projet de réduction de la déforestation et de la dégradation forestière pour le corridor forestier de Marolambo en 2010. L'étude a été finalisée en 2010 avec des données quantitatives et cartographiques précises permettant d'évaluer exactement les taux et tendances de déforestation historiques pour une projection financière fiable. Ces données ont été obtenues grâce à une convention de partenariat avec le Programme Holistique de Conservation des Forêts (PHCF) conjointement mis en œuvre par WWF et Good Planet. De nouvelles données sur l'historique de la déforestation quantifiées et à base d'images satellite ont permis :

- d'analyser les données sur les stocks de carbone pour la zone,
- de modéliser les volumes de carbone, crédits, revenus brutes et nettes, tout cela avec plusieurs scénarios (performance, prix de carbone) pour les prochains 30 ans,



Chutes de Tratrambolo, Amoron'i Mania

⁴ Madagascar National Parks est l'association nationale de gestion des aires protégées

⁵ Le Fokontany est la plus petite division territoriale à Madagascar. Il est composé de plusieurs villages et constitue la structure de base de toutes les activités dans les zones rurales

- de revoir les parties du rapport de faisabilité qui se réfèrent aux estimations de quantification de bénéfices carbone et projections de revenus et faisabilité financières et formulation des conclusions définitives,
- et de réviser les développements des standards, méthodologies, marchés et le cadre politique REDD+ international.

L'étude de faisabilité a relevé que le corridor Fandriana-Marolambo subit une forte perte de forêt durant la période 2000-2010, soit 906 ha/an (0,7 %/an) de forêt dense humide à l'intérieur de la limite du futur Parc et 1.305 ha/an (soit 0,8 %/an) avec les zones périphériques. Cette tendance à la hausse de la déforestation historique a permis de conclure de l'existence d'une forte potentialité en REDD+ dans le corridor.

Un Project Idea Note pour le projet REDD+ de COFAM a été élaboré pour être discuté et négocié avec d'éventuels partenaires techniques et financiers pendant la Conférence des Parties sur le Changement Climatique à Durban en décembre 2011. Avec l'appui d'un représentant du siège de Madagascar National Parks, trois contacts ont eu lieu et une proposition de convention de collaboration a été initiée avec Macquarie Group Limited, une société australienne gestionnaire des investissements et de fonds bancaire, financier et consultatif.

Appui à la génération de revenu forestier pour la pérennisation financière de la gestion du parc : le Paiement de Services Environnementaux

Toujours dans le cadre des possibilités de pérennisation financière de la gestion du Parc, une étude de faisabilité de Paiement de Services Environnementaux (PSE) Hydrologique a été menée par HELVETAS Swiss Intercooperation en 2011. Précédée d'une séance de renforcement de compétences de l'équipe, l'étude a relevé la pertinence d'approfondir la création d'une station hydroélectrique sur un cours d'eau dans le parc. Des contacts ont été menés au niveau de la société HYDELEC qui va mettre en œuvre à Amoron'i Mania quatre grands sites hydro-électriques sur les six qu'elle va mettre en œuvre dans tout Madagascar. Les premières négociations concernent une station de 6 mégawatts à Sahofika, sur la rivière Onive : le chemin d'accès et la zone immergée suite à la mise en place du barrage de retenue se trouvent dans la zone de protection du parc. La population se trouvant dans la zone périphérique du parc sera fortement affectée par la mise en place de cette infrastructure.

Alternatives comme mesure d'incitation à la réduction de la consommation en bois

Deux partenariats ont été noués pour les deux activités alternatives à l'utilisation du bois pour la zone périphérique du parc :

- une collaboration pour la promotion de foyers améliorés avec l'Association suisse pour le Développement de l'Energie Solaire (ADES)
- et un partenariat avec la fondation environnementale Tany Meva pour le développement des activités de reboisement et de restauration forestière.

Appui à la mise en place du système de cogestion du parc

Le parc du Corridor de Fandriana Marolambo sera géré conjointement par Madagascar National Parks et les communautés riveraines : au moins, 65% des sièges du COSAP (comité de gestion stratégique de l'aire protégée) seront attribués à la population riveraine du corridor qui constituera le collège de la société civile au niveau dudit comité. Avec un appui conséquent de HELVETAS Swiss Intercooperation et d'AIM, la structuration du comité de cogestion a commencé en 2011 et comprendra trois niveaux de structures :

- au niveau Fokontany le **Komitin'ny Ala sy ny Fampanandrosoana – KAF** : un comité des représentants des entités existants dans le Fokontany
- au niveau Secteur, les **unions KAF** : issues des regroupements des représentants des KAF
- et au niveau du Parc, la **fédération KAF** : formée par les représentants des Unions



Comité de surveillance du Parc, autour du feu au petit matin

2.2.4. Réalisations du projet FORECA

Le projet REDD-FORECA ou « FORêts engagées comme REservoirs de CARbone » figure parmi les premiers projets pilotes méthodologiques de lutte contre la déforestation et la dégradation des ressources forestières à Madagascar. Le projet consiste en un multi-partenariat ayant pour objectif de tester la faisabilité de la protection des forêts menacées comme réservoirs de carbone pour préparer d'éventuels transferts de paiements internationaux dans le cadre de l'UNFCCC et d'un régime international post-2012.

Le projet pilote vise à développer des approches opérationnelles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, réalistes du point de vue économique et socialement équitables.

Ces approches mèneront :

- à une réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts;
- à la protection des services fournis par les écosystèmes forestiers ;
- et à une augmentation de la contribution des forêts dans la lutte contre la pauvreté.

Le Ministère de l'Environnement et des Forêts en collaboration avec ses partenaires de développement - la GIZ, la DDC et HELVETAS Swiss Intercooperation - ainsi que ses partenaires opérationnels et scientifiques – Madagascar National Parks, AIM, Institut de la Foresterie Mondiale du vTI et ESSA-Forêts – fourniront des modèles institutionnels, politiques, techniques, économiques et de régimes fonciers qui permettent d'obtenir des résultats.

La seconde et dernière phase du projet ayant pris fin en décembre 2011, une documentation des résultats a été faite et a conclu que REDD-FORECA 'a pu se baser dans son travail sur les données de base et les outils déjà existants à Madagascar, et a pu contribuer à la mise à jour des résultats de ces dernières années dans le programme environnemental malgache, notamment sur les méthodologies pour l'analyse de l'évolution de la couverture forestière du pays, ainsi que sur l'analyse des stratégies de lutte contre la dégradation des forêts'.

Le document de synthèse du projet a résumé comme suit ses résultats :

Résultats institutionnels	Résultats techniques et scientifiques	Résultats communications
<ul style="list-style-type: none"> • Le Comité Technique REDD à Madagascar, qui a pour fonction de coordonner toutes les actions sur le REDD dans le pays • Le Groupe Thématique Changements Climatiques avec une vision sectorielle • La commission REDD+ régionale Analanjifofo 	<ul style="list-style-type: none"> • Méthodologies de quantifications de carbone de la biomasse dans 3 sites • Estimation du carbone dans la biomasse aérienne • Méthodologie d'enquête et d'analyse socioéconomique des facteurs et acteurs de la dégradation et de la déforestation • Lignes de références locales pour les sites du projet, les éléments pour une ligne nationale sont identifiées • Eléments pour l'identification de mécanisme d'incitations pour la REDD, cohérents avec les institutions malgaches 	<ul style="list-style-type: none"> • Importants travaux d'information, de sensibilisation et de formation sur la REDD au niveau local (commune), régional et national • Intégration de la REDD dans la planification à moyen terme des priorités de Madagascar dans la gestion des ressources forestières au même titre que les revenus du capital de la fondation pour la biodiversité et le développement des concessions éco touristiques. • Partage et présentation du projet



Schéma typique de la déforestation à Madagascar



Le CT REDD, en rédaction du RPP avec le Directeur Général des Forêts

- Tenues et résultats des **ateliers scientifiques sur la REDD à Madagascar, dont le projet REDD-FORECA a été l'initiateur** (1er atelier REDD, avec la contribution de la Banque Mondiale et CI, le 2ème sur les méthodologies scientifiques, le dernier sur le registre et le système de MRV)
- Une **boîte à outils REDD+** qui fournit un ensemble cohérent de méthodes pour résoudre les problèmes de déforestation de manière participative avec les acteurs concernés. Les résultats sont définis au niveau local sous la forme de schéma d'incitation et devient 'une offre' des communautés de base dans la lutte contre la déforestation. Ces propositions de réduction au niveau local doivent être intégrées dans la ligne de référence nationale et seront suivies par le système MRV national

REDD-FORECA à toutes les instances au niveau national

- Discussions et **partage des expériences de Madagascar au niveau international**
- Contribution large du projet REDD-FORECA, dans **l'élaboration des dossiers sur le FCPF** de la Banque Mondiale
- **Contribution large du projet REDD-FORECA dans l'acquisition de nouveaux financements** pour la lutte contre les changements climatiques à Madagascar (cas PNUD, PNUE, fonds additionnels du PEIII de la Banque Mondiale, ...)

2.2.5. Résultats et acquis du projet AD2M

Le projet AD2M est un projet du Ministère de l'Agriculture, mis en œuvre dans deux régions administratives du Sud-Ouest de Madagascar dans l'objectif de réduire la pauvreté par l'amélioration de la production agricole.

Le mandat de quatre années attribué à HELVETAS Swiss Intercooperation auprès du projet s'est achevé en février 2011.

Les interventions d'Intercooperation peuvent se synthétiser dans des approfondissements thématiques, la mise à disposition d'outils méthodologiques et l'accompagnement dans leur usage. Ceci a permis de contribuer à la qualité de la mise en œuvre du projet dans une optique de pérennisation.

Résultats / Acquis

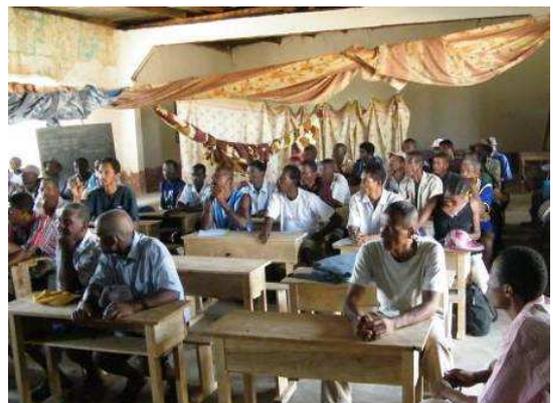
Les informations développées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats et acquis de l'action de HELVETAS Swiss Intercooperation dans le cadre de ses interventions au sein du projet AD2M.

Dans le domaine de la gouvernance locale

En matière de renforcement de capacités (UGP et ONGT) plusieurs sujets ont été approfondis :

- Principes et modalités de la gestion communautaire des infrastructures économiques (périmètres d'irrigation, pistes rurales et couloirs de vaccination).
- Compétences légales des communes et modalités concrètes de leur participation dans la gestion des infrastructures économiques.
- Articulation entre communautés, communes, services déconcentrés et le projet

L'approfondissement thématique et la mise à disposition des outils méthodologiques ont permis notamment une meilleure adaptation des infrastructures économiques aux besoins des usagers ainsi qu'une majeure responsabilisation de ceux-ci dans leur gestion, bien que la pleine maîtrise d'ouvrage n'ait pas été appliquée.



Formation sur le budget communal à Malaimbandy

Les communes se sont également davantage responsabilisées dans la gestion des infrastructures aux côtés des usagers, en fonction des compétences qui leur ont été attribuées par la loi. Les capacités des communes en matière de gestion fiscale et budgétaire ont été renforcées. Une majeure implication des services concentrés a été obtenue, notamment dans les domaines de l'élevage et de l'irrigation.

Dans le domaine du suivi et évaluation

Les actions de renforcement des capacités ont consisté en la tenue de réflexions avec l'équipe et les partenaires sur :

- les objectifs, résultats et indicateurs du cadre logique
- la marche à suivre pour la collecte et la gestion des informations
- l'animation de séances de suivi – évaluation participatif pour les aspects qualitatifs

En matière de conception d'un système de suivi et évaluation il est important de mentionner :

- un cadre logique simplifié et cohérent
- une méthodologie et des capacités installées pour réaliser des évaluations participatives qui complètent le suivi quantitatif y compris la mise à disposition d'un manuel
- une proposition de manuel de suivi et évaluation avec fiches de collecte et canevas de rapportage.

2.2.6. FRDA (Analamanga et Vakinankaratra)

Le Fonds de Développement Agricole a pour vocation de financer le développement agricole, notamment les services de proximité demandés par les producteurs. L'objectif est de créer un mécanisme pérenne de financement, indépendant des projets, au service de la politique nationale de développement rural et des besoins de producteurs.

En appui au Ministère de l'Agriculture, HELVETAS Madagascar est chargé d'appuyer la mise en place de deux FRDA pilotes dans les régions d'Analamanga et de Vakinankaratra. Deux opérateurs sont mandatés pour la mise en œuvre de ces deux sous-projets FRDA : AIM pour Analamanga et FERT pour Vakinankaratra. La contribution de HELVETAS Swiss Intercooperation dans la mise en œuvre s'achève en fin 2012.

L'année 2011 a été consacrée à la finalisation des documents de base, le recrutement des opérateurs d'appui, ainsi que la contractualisation avec les différents partenaires institutionnels, financiers et techniques (Ministère de l'Agriculture, AFD, opérateurs d'appui).

Sur le plan opérationnel les acquis sont :

- La mise en place des structures opérationnelles de chaque FRDA : le Comité régional d'orientation et d'allocation (CROA) et l'équipe de la Direction Exécutive Régionale (DER).
- L'appui à l'élaboration des documents de base au service du CROA (état des lieux des régions et orientations des politiques de financement des services, manuel de procédure).
- L'accompagnement des CROA à l'instruction des premiers dossiers de demandes de financement.

Chapitre 3. Partenariat

3.1. Les Organisations 'sœurs'

3.1.1. L'Association Intercooperation Madagascar

L'Association Intercooperation Madagascar (AIM) est une organisation 'sœur' de HELVETAS Madagascar. Elle a été créée par des employés d'Intercooperation et du Programme SAHA il y a 7 ans ; on peut dire qu'il existe une relation familiale directe entre HELVETAS Madagascar et AIM. Le principal motif de cette création a été de pérenniser et de valoriser les compétences nationales acquises grâce aux appuis suisses à Madagascar. En tant qu'organisation nationale, AIM a un avantage comparatif certain dans les processus d'acquisition au niveau du pays. Le renforcement d'une organisation nationale comme partenaire dans la lutte contre la pauvreté correspond parfaitement avec les approches d'Intercooperation et actuellement celui de HELVETAS.

La relation particulière qui lie AIM à HELVETAS Madagascar s'exprime également par les projets que nous mettons en œuvre ensemble. En 2011, cinq des sept projets du portefeuille de HELVETAS Madagascar ont été exécutés avec AIM qui reste le 'lead' dans la majorité des cas. Depuis ses 7 ans d'existence, le portefeuille de AIM a connu une croissance liée à une évolution du budget géré. Elle a pu construire une solide réputation renforcée par des expériences palpables et démontrables (« *track record* ») en tant qu'organisation capable et responsable dans le cercle des partenaires financiers et techniques à Madagascar. En 2011, AIM a clôturé 2 projets (SOAVA et FAMA-HA) et a commencé trois autres (Givaudan, FRDA et OXFAM)

2011 a aussi montré que la compétitivité pour gagner des projets est encore rude à Madagascar; sur 10 propositions faites par AIM, 3 ont été gagnées. De larges opportunités existent, permettant à AIM de se positionner en partenariat avec HELVETAS Madagascar et l'ONG SAHA en Consortium par rapport au domaine de la sécurité alimentaire et du nouveau programme de la DDC.

Après 7 ans d'existence, AIM n'est plus une 'petite sœur', et la relation entre les deux organisations s'est développée et est devenue plus égale. AIM choisit des projets en dehors des terrains de travail de HELVETAS Madagascar, et les met en œuvre convenablement et seule. AIM est en train de préparer son nouveau Plan Stratégique et son Plan Marketing. L'ambition d'AIM est encore d'atteindre un plus haut niveau et nous aspirons à le voir se réaliser.

Il reste beaucoup d'intérêts communs entre HELVETAS Madagascar et AIM pour continuer un partenariat formel avec une perspective à long terme. Une relation plus mûre est recherchée avec la nouvelle charte de collaboration qui souligne les principes, les droits et les obligations mutuels dans la collaboration, inclut la nécessité pour les deux organisations de cofinancer les fonds des bailleurs comme l'Union Européenne. Les deux organisations n'ont pas toujours la même opinion, mais c'est une bonne chose car cela permet les échanges et la recherche d'alternatives. Pour HELVETAS Madagascar, AIM continue d'être un partenaire spécial !

3.1.2. Le Consortium avec un goût 'suisse'

En 2011 est né un consortium de trois organisations partenaires de la Suisse présentes à Madagascar: HELVETAS Swiss Intercooperation, l'Association Intercooperation Madagascar et l'ONG SAHA⁶. Le but de ce Consortium est de mutualiser nos compétences pour atteindre les objectifs du nouveau programme de la DDC.

Initialement, ce consortium est une forme organisationnelle pour la gestion du nouveau programme de la DDC. C'est une unité avec des objectifs communs, des valeurs communes et qui fonctionne

⁶ AIM est présentée dans 3.1.1 et ONG SAHA est une organisation 'progéniture' du programme SAHA avec la vision suivante : L'ONG SAHA est un acteur incontournable du développement rural malgache. Elle constitue une référence sur l'échiquier national du développement et est reconnue sur le plan international.

comme une équipe. Nous nous dotons d'une répartition claire des tâches et responsabilités et promouvons l'équité entre les membres du Consortium dans le processus de décision.

Ce Consortium se construit sur les forces des trois partenaires et il travaille dans le respect et la confiance mutuels. Il envisage d'exécuter un programme fort, pertinent et cohérent (versus trois programmes séparés). Sa principale valeur ajoutée consiste en la complémentarité de compétences diverses et riches. De ce fait, il a l'ambition de répondre aux exigences du futur programme et peut assurer une meilleure qualité des services et des résultats.

Le Consortium a contribué significativement au développement de la note d'entrée en matière du nouveau programme DDC et ses annexes. La collaboration entre les membres du Consortium n'a pas été toujours facile et le souhait de trouver un consensus dans tous les aspects de la préparation (les objectifs et l'approche du futur programme, la proposition d'un organigramme) avait besoin de beaucoup de discussion et de négociation pour arriver aux compromis acceptables pour tous. Même si on est convaincus de la valeur ajoutée d'un consortium, ça ne marche pas automatiquement.

Cependant, ces investissements seront certainement 'payants' pendant la mise en œuvre du nouveau programme dès 2013.

3.2. Partenariats et HELVETAS Madagascar

Tous nos projets ont développés des partenariats avec différentes institutions : des agences gouvernementales nationales et locales comme des partenaires de la société civile en passant par les opérateurs économiques privés. Une liste des partenaires techniques et financiers des projets et programmes sont mis en annexe 3 de ce rapport.

Tous les projets de HELVETAS Madagascar, y compris le programme SAHA, notre plus grand projet du portefeuille sont exécutés en partenariat avec d'autres organisations. La pratique du « faire-faire » et de travailler en partenariat résulte d'une conviction claire par rapport à sa valeur ajoutée.

Tout d'abord, les défis du développement concernent en général des problèmes multidisciplinaires qui demandent des actions multi-acteurs. En plus, le travail en partenariat offre plus de possibilités de chercher des synergies et complémentarité (pour atteindre un résultat '1+1>2'). Travailler ensemble permet de couvrir un domaine plus grand (pas seulement thématique mais aussi géographique) et facilite une éventuelle mise à l'échelle des bonnes pratiques. Donc, le fait d'exécuter en partenariat une activité nous permet de gagner en efficience et en qualité de travail. Ceci nous permet de renforcer et diversifier les offres du projet aux bénéficiaires et d'assurer une intervention multisectorielle sans être expert dans tous les domaines.

HELVETAS Madagascar aspire à renforcer les capacités des partenaires locaux pour que ceux-ci puissent jouer leurs rôles dans les processus de développement avec le plus d'efficacité possible. Nous ne voulons surtout pas faire ce que des organisations locales peuvent réaliser. Le travail en partenariat est une approche clé pour transférer des connaissances et faciliter les compétences afin de répondre aux enjeux des interventions. HELVETAS Madagascar aspire également à déléguer des responsabilités –donné une capacité suffisante- aux partenaires, à renforcer et continuer à chercher des niches de travail ou de la valeur ajoutée, en étant une grande ONG internationale. En plus, en tant qu'ONG internationale, nous voulons utiliser au maximum notre réseau d'expertise et de connaissance.

A Madagascar l'équipe de HELVETAS n'est pas très grande ; une autre réalité qui nous force à chercher des partenariats. Quelquefois, le choix de travailler en partenariat vient des autres acteurs. La DDC par exemple, a donné le privilège de préparer le nouveau programme (dès 2013) au Consortium de trois partenaires (AIM, HELVETAS Madagascar et ONG SAHA ; cf. 3.1.2). Un autre exemple est l'opportunité d'accéder à des fonds sous la condition d'un partenariat/consortium sous le *lead* de la FAO, exigée par l'Union Européenne. En fait, la possibilité d'accéder à des fonds est une raison clé du partenariat appuyé par une charte de collaboration avec AIM. Nous sommes sûrs qu'en général un bon (!) partenariat améliore la compétitivité de HELVETAS à Madagascar. Aussi en 2011 cela a été démontré par l'approbation du projet Education (OXFAM Hong Kong) et nous espérons beaucoup plus autour du thème de la sécurité alimentaire et de la REDD+ en 2012.

Pour le programme SAHA, l'importance des partenariats a une dimension supérieure du point de vue d'un désengagement responsable du programme à la fin de 2012. Le Programme SAHA accueille tous types de partenaires pour atteindre ce but. On a accompagné les Organisations Paysannes Faïtières (OPFs) avec un 'contrat programme' qui leur permet d'arranger et de contrôler les services comme ils le jugent nécessaire. L'équipe SAHA a également appuyé les partenaires qui peuvent donner ces services (du secteur privé, des PTF ou des autres OPFs, etc.). On mobilise des fonds des autres bailleurs sinon d'autres fonds des parties prenantes dans le projet pour faciliter le financement des plans ou pour mettre à l'échelle des bonnes pratiques (budget participatif, Fonds de Développement Régional Agricole, plans d'aménagement, etc.). Durant l'événement « porte ouverte ⁷ » des PTF, les représentants de l'USAID ont par exemple exprimé qu'ils ont beaucoup appris de l'approche partenariat et de l'accompagnement de SAHA, et que l'USAID les applique désormais. Bien que tous les partenaires regrettent le départ du programme SAHA, tous reconnaissent que SAHA laisse derrière lui un dynamique multi-acteur et un partenariat local qui permet de continuer le travail sans eux. Le partenariat est ainsi une bonne stratégie de diffusion des nos valeurs et de « nous faire entendre ».

Dans le nouveau projet d'appui à l'éducation avec 3 parties prenantes, nous sommes conscients des opportunités et de la complémentarité entre les partenaires, entre autres pour s'engager dans un processus de lobbying et de plaidoyer.

Travailler en partenariat ou en consortium est très similaire. Nous les distinguons en considérant le consortium comme un ensemble très proche pour une activité spécifique et qui se termine lorsque cette activité (un projet par exemple) prend fin. Un partenariat peut avoir des formes différentes et inclut un consortium. La charte de partenariat avec AIM représente une collaboration plus longue et étroite et concerne plus d'un projet. AIM est considérée comme notre 'organisation sœur' à Madagascar. Travailler de manière proche avec une organisation sœur nous donne de l'expérience valable pour connaître et répondre à la situation de la coopération avec la société civile à Madagascar.

Un partenariat dans un esprit d'égalité est également présenté sous la forme du Groupe Intercoopération : AIM, le Programme SAHA et HELVETAS Madagascar. Vu la clôture du programme SAHA et la création de l'ONG SAHA, nous voulons réfléchir sur le futur du Groupe IC à Madagascar ; peut-être en invitant d'autres partenaires à rejoindre le Groupe.

Même s'il s'agit de long terme, chaque partenariat doit être évalué pour rester pertinent, efficace et efficient ; étant donné que le contexte de notre travail (et nous-mêmes !) change continuellement.

En ce qui concerne l'importance des partenariats pour nous à Madagascar : le partenariat n'est pas un objectif en soi ! Par expérience, nous savons que le développement de partenariats prend du temps (de réunions et réunions...) et de l'énergie pour assurer que tous prennent la même direction (c'est comme travailler en équipe ou dans un mariage à un niveau plus compliqué). Chaque partenaire a ses propres intérêts, sa propre réalité et ses demandes en dehors de l'objectif commun pour commencer un partenariat. Cela requiert de la confiance, du respect et une bonne répartition des tâches. Nous voulons l'utiliser pour nous inspirer, chercher un partenariat équitable, et même, s'en servir un peu comme motif de compétitivité (qualité, efficience, extra redevabilité).

Actuellement à Madagascar, HELVETAS maintient divers partenariats :

- Des organisations de la société civile Malgache (par exemple : AIM, Graines de Bitume, VOZAMA comme parties prenantes)
- Partenariats plus ad hoc/ponctuels (comme des bailleurs de fonds : Banque Mondiale (SAHA), GIZ (FORECA) ?, etc.
- Des organisations étatiques (Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Environnement)
- Le secteur privé est prévu à devenir un partenaire explicite dans le futur (par exemple dans le programme bio-coton ou de commerce équitable pour assurer la viabilité du programme)
- Partenariats à long terme; actuellement c'est en course d'être formalisé avec AIM
- Co-exécution des projets (Madagascar National Parks, et la FAO)

⁷ La « porte ouverte » était une manifestation au niveau des bureaux antennes de SAHA pour célébrer l'anniversaire de « 10 ans SAHA » et pour présenter et partager les résultats et les acquis du programme SAHA.

Pour la période du prochain plan stratégique, HELVETAS Madagascar souhaite développer plus de partenariats 'stratégiques'. Nous pensons notamment aux possibles partenariats avec des autres ONGs (internationales, Suisses ?), avec des bailleurs de fonds (comme avec la DDC), avec le secteur privé et les institutions étatiques. Nous souhaitons particulièrement poursuivre des partenariats stratégiques et '*gagnant-gagnant*' dans le domaine de nos secteurs de travail et zones d'intervention. Nous espérons développer des partenariats pour l'appui de plaidoyer et de lobbying, également le défi spécial d'établir des partenariats internationaux pour aider Madagascar à sortir de sa position relativement isolée par rapport au continent Afrique.

Chapitre 4. Le rapport financier 2011

HELVETAS Swiss Intercooperation - MADAGASCAR			
Taux de conversion: CHF=2'200 Ariary			
EMPLOIS 2011	2011		2010
	en Ariary	en CHF	en CHF
Charges de Structure			
HELVETAS Swiss Intercooperation Mada	411,381,888	186,992	211,720
Programme SAHA	2,644,553,122	1,202,070	1,226,771
Programme Munsingen	27,096,794	12,317	12,212
Charges de structure sous-total	3,083,031,804	1,401,378	1,450,703
Charges opérationnelles			
Programme SAHA	3,404,152,910	1,547,342	1,595,474
Programme audit interne	0	0	567
Programme RADIO	0	0	514
Programme Munsingen	315,804,047	143,547	96,036
Programme AD2M	30,256,687	13,753	105,976
Programme SIDA	0	0	155
Programme FORECA	131,302,683	59,683	43,946
Programme DDC (Gouvernance)			1,309
Programmes AIM (COFAM)			1,797
Programme FRDA	1,894,620	861	
Coûts directs HSIC (ADES, OXFAM, BIO COTON)	1,458,695	663	
Charges opérationnelles sous-total	3,884,869,642	1,765,850	1,845,773
Total Emplois (1)	6,967,901,446	3,167,228	3,296,476
RESSOURCES 2011			
Cooperation Suisse (SAHA)	7,831,341,059	3,559,700	3,558,204
Cooperation Suisse (SIDA)	67,225,610	30,557	5,950
Cooperation Suisse (Gouvernance)		0	36,925
Commune de Munsingen	860,659,875	391,209	287,550
MNP/UE (Mananara)	67,451,283	30,660	
AIM - MNP (COFAM)	135,143,139	61,429	
AIM (FAMAHA)	20,348,080	9,249	
FIDA (AD2M)	83,596,707	37,999	79,887
AIM (SOAVA)	26,794,485	12,179	20,397
AIM (CSA)		0	15,740
Cooperation Suisse /AFD (FRDA VKNA)	581,941,881	264,519	241,677
MINAGRI /Cooperation Suisse (FRDA AN/GA)	1,204,756,088	547,616	
Fonds propre HELVETAS Swiss Intercooperation	363,813,040	165,370	212,396
Total Ressources (2)	11,243,071,248	5,110,487	4,458,727
Engagements 2011 (3)	-334,189,909	-151,905	34,488
Disponibilités au 31/12/11 (2)+(3)-(1)	3,940,979,892	1,791,354	1,196,738
<i>ressources + engagements = emplois + disponibilités</i>			

Le rapport financier présente les ressources disponibles au cours de l'année 2011 ainsi que leurs utilisations. Les ressources disponibles sont constituées des reliquats de l'année 2010 et des fonds reçus en 2011 à Madagascar, composés des revenus et des fonds fiduciaires. Ces ressources disponibles ont servi à la mise en œuvre des activités (charges opérationnelles) et aux dépenses de fonctionnement et du personnel (charges de structure). Les ressources de 2011 ont sensiblement augmenté, dû principalement à l'obtention de la mise en œuvre du projet FRDA.

Quelques revenus liés à des projets clôturés antérieurement n'ont été reçus qu'en 2011 (Mananara, Famaha).

HELVETAS Swiss Intercooperation a transféré 165'370 CHF pour son bureau à Madagascar en 2011.

Il est à noter que ce rapport concerne uniquement les fonds gérés localement, c'est à dire à Madagascar. Les dépenses gérées en Suisse pour le personnel international impliqué dans le Programme SAHA ne figurent pas dans le tableau. Egalement, il n'inclut pas les fonds fiduciaires des projets gérés au niveau des partenaires (AIM, Madagascar National Parks, etc.) tels que les ressources provenant du Canton de Vaud qui sont virées à AIM. Et, les dépenses liées aux frais de mission sont payées directement par les projets, ce qui justifie l'absence de charges pour COFAM et l'Audit Interne.

L'augmentation des dépenses de Muensingen pour 2011 s'explique principalement par la réalisation de l'Adduction d'Eau potable à Ambatolampy Ambohimahavelona et la poursuite des partenariats avec Graines de Bitumes et l'Association VOZAMA pour l'éducation des jeunes et des enfants.

Sur les charges de structure, c'est à dire le fonctionnement du bureau, les dépenses n'ont pas de différences significatives en comparaison avec 2010 même si les chiffres de 2011 et 2010 ne sont pas tout à fait comparables dans la mesure où le taux de change a varié de 2'000 Ariary à 2'200 Ariary pour 1CHF. Néanmoins, ceci explique la diminution des charges en CHF par rapport à 2010 et l'inexistence d'écart significatif entre les chiffres de 2010 et 2011 en CHF du programme SAHA.

Si l'on se réfère à ce qui a été planifié pour le fonctionnement de HELVETAS Swiss Intercooperation en 2011, il y a un léger dépassement de 2% dû à la décision stratégique de garder des personnes affectées au projet AD2M clôturé en février 2011 d'une part et à des dépenses causées par le changement de locaux d'autre part.

Quelques frais ont été occasionnés par des perspectives d'acquisitions (OXFAM, BIO COTON). Nous avons obtenu le mandat avec OXFAM en décembre 2011, mais les fonds n'ont été reçus qu'en janvier 2012.

D'une manière générale les engagements sont les avances de fonds versées en attente de justifications/remboursements. Pour 2011, après compensation des actifs et passifs, le montant correspond à peu près à l'avance versée à FERT pour les activités de FRDA Vakinankaratra.

Quant aux disponibilités, il s'agit des soldes en banques et caisses cumulés au 31.12.2011 reportés pour 2012.

Chapitre 5. Défis et opportunités en 2012

5.1. Le portefeuille et l'organisation interne

Comme chaque année depuis 2009, 2012 sera décisive grâce à l'organisation d'élections qui devrait mettre fin à la crise politique que traverse le pays. Avec le retour espéré à un état de droit, l'espoir de voir le retour des bailleurs de fonds est permis. En parallèle à cela, HELVETAS Madagascar va finaliser son plan stratégique pour 2013-2015 et commencer 'un programme propre'.

Le nouveau plan stratégique de HELVETAS Madagascar doit prioriser des domaines de travail plus spécifiques pour permettre un bon positionnement, le développement de nouveaux partenariats stratégiques et une acquisition plus proactive. L'acquisition est un défi important, étant donné que le programme SAHA, élément porteur du programme de HELVETAS Madagascar, va se terminer cette année. En addition, les deux projets FRDA avec un financement de la DDC vont également s'achever.

Une opportunité clé est le nouveau programme de la DDC qui va être planifié en Consortium avec l'ONG SAHA et AIM. Le départ du Représentant de la Coopération Suisse à Madagascar va donner des nouvelles opportunités de représentation, en coopération avec l'Ambassade Suisse. En 2012, nous recherchons plus d'échange avec les acteurs suisses à Madagascar.

Au début de l'année 2012, deux propositions autour de la sécurité alimentaire (financement de l'UE) sont préparées, avec une qui va sûrement commencer au cours du dernier trimestre. Le programme d'appui au processus de REDD+ à Madagascar est approuvé en mars 2012. Un projet pilote pour tester la viabilité du bio-coton est en processus avec l'idée d'être financés par l'AFD avec une contribution propre de HELVETAS. Avec AIM on prospecte le développement d'un programme autour des épices (vanille/ girofle). Un nouveau terrain sur lequel nous entrons est le commerce équitable qui se base sur les expériences avec des producteurs et le programme SAHA. En plus, HELVETAS à Madagascar est en train de développer un programme dans le domaine de l'eau potable avec un possible financement du Solidarit'eau et FISONG (AFD).

Même si ce n'est pas nouveau, la continuation du programme Münsingen va être préparée pour une autre période de 3 ans à partir de 2013. On continue à chercher des opportunités pour renforcer notre portefeuille de manière réactive (réponse aux appels d'offres) et plus proactive ; en alignement avec le nouveau plan stratégique.

Nous aspirons améliorer la visibilité de HELVETAS Swiss Intercooperation dans le pays (incluse la révision du actuel site web, pour éradiquer la confusion avec Intercooperation mais aussi comme partenaire intéressant sur nos terrains de travail. Nous espérons améliorer notre gestion de connaissance en appui à cela. Nous voulons également optimiser davantage la cohérence et la synergie entre les différentes activités dans le portefeuille.

Le groupe IC, peut-être avec une nouvelle identité et/ou sous un nouveau nom, va continuer de jouer un rôle important en 2012. Le Consortium, établi dans le cadre du nouveau programme DDC, va se renforcer pour devenir une équipe bien organisée et préparée. HELVETAS Madagascar va signer une nouvelle Charte de Collaboration avec AIM et soutenir l'appui pour la renforcer. L'ONG SAHA commence cette année avec des premiers mandats et projet mis en œuvre comme acteur indépendant dans l'arène du développement.

Par rapport à l'organisation interne, nous avons identifié les points d'attention suivants :

- Un bon fonctionnement du système Banana et une utilisation optimale pour notre suivi budgétaire,
- Optimisation de l'efficacité du programme à Madagascar,
- Un meilleur système de suivi financier des paiements par rapport aux appuis aux programmes en partenariat (surtout avec AIM),
- Révision des cahiers de charge et une nouvelle division de tâches de l'équipe administrative,

- Renforcement des compétences et de l'expertise de l'équipe pour pouvoir mieux répondre aux opportunités dans le programme (team building, formation, coaching, gestion de connaissance, etc.)
- Maintien de l'expertise d'un conseiller international dans l'équipe,
- Optimisation de l'efficacité et de l'efficience des réunions.

5.2. Défis et opportunités pour les projets en 2012

L'année 2012 verra la mise en œuvre par les partenaires dans chacune des régions concernées. Face à une conjoncture difficile liée à la crise politique et le passage en début d'année de deux cyclones, le principal défi est la mobilisation effective des acteurs régionaux. Au niveau de la coordination, la mise en œuvre d'actions communes consiste au renforcement des partenaires par le biais du renforcement du système de suivi-évaluation, l'intégration du genre, le développement de thèmes choisis comme les outils pédagogiques, le plaidoyer/lobby ou le développement du leadership.

De manière commune le renforcement des partenaires et la mise en synergie des efforts (renforcement des compétences sur le leadership, facilitation multi-acteur, étude sur plaidoyer et lobby sur l'éducation).

5.2.1. Pour le programme SAHA

2012 est la dernière année de du programme SAHA, dont l'accent des activités est mis sur le désengagement responsable vis-à-vis des partenaires, la capitalisation des expériences et la clôture du programme.

Le premier trimestre est caractérisé par la finalisation du travail avec les partenaires limitrophes (PALI) : surtout avec les (groupes de) communes et les organisations paysannes faitières (OPF). La plupart des activités concernent des interventions déjà commencées en 2011 qui se concentrent sur la pérennisation des changements acquis et une formation en « business planning » ainsi que sa mise en place au sein des OPFs.

La documentation et la capitalisation se concentreront sur les thèmes principaux (développement territorial, développement économique, outcome mapping, vulnérabilité, etc.) et seront finalisées avant le grand événement « Porte Ouverte Nationale » qui célébrera le dixième anniversaire de SAHA au mois d'avril.

La « Porte Ouverte Nationale » est un moment important pour le partage des connaissances et le réseautage. Le programme SAHA veut être activement présent et partager des connaissances à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour faciliter et stimuler l'application des connaissances, des outils et des approches développées. Cela peut inclure des séminaires, des dialogues politiques, des ateliers, des articles, mais aussi des visites ciblées auprès de partenaires 'similaires'.

Durant l'année en cours, l'ONG SAHA sera active pour élaborer et mettre en œuvre des nouveaux projets qui continuent à valoriser les résultats de SAHA en les mettant à l'échelle. Cela inclut le développement du nouveau programme qui sera financé par la DDC.

Pendant le premier semestre 2012 une évaluation externe sera réalisée, qui va notamment évaluer l'hypothèse d'impact du programme pour les phases III et IV. Les résultats de cette évaluation contribueront aussi à la formulation du nouveau programme de la DDC.

Au cours de 2012, tous les bureaux régionaux seront fermés et la plupart du personnel thématique terminera leur contrat. Une petite équipe de personnels essentiels à la finalisation de toutes les obligations restera en poste jusqu'à la clôture totale du programme. .

5.2.2. Pour le Programme de la commune de MUENSINGEN

Le programme de la commune de Muensingen vise la continuation de la qualité de la mise en œuvre des projets de collaboration avec ses partenaires. Il s'agit principalement des activités suivantes :

- Mise en œuvre de nouveaux projets d'adduction d'eau potable et assainissement dans la Commune d'Ambohimanambola et dans celle de Masindray.
- Suivi et évaluation des effets de la relance fiscale de la Commune de Fihaonana
- Appui et suivi des projets sociaux avec VOZAMA, Graines de Bitume et ENDA Océan Indien. Une synergie sera à trouver avec le programme d'éducation d'OXFAM.
- Clôture administrative et financière d'environ 17 Projets
- Préparation des deux propositions de crédit : une sur la deuxième étape du projet de développement économique et une autre sur la pérennisation du projet de pompes toutes deux dans la Commune de Ihazolava
- Appui à Graines de Bitume pour un exercice d'auto-évaluation
- Faire le suivi et évaluer les impacts de la relance fiscale de la Commune d'Ambohipihaonana
- Mettre en place un système de suivi –évaluation des projets d'adduction d'eau potable mis en œuvre (y compris le post-projet AEP Ihazolava).

5.2.3. Pour les FRDA d'Analamanga et de Vakinankaratra

Le défi pour 2012 consiste à l'opérationnalisation effective des structures FRDA et la mise en œuvre du mécanisme de financement pérenne au service des producteurs. Ce mécanisme va au-delà de son aspect administratif. Il est prévu :

- D'assurer le déblocage des fonds suivant les budgets décidés par les CROA et en conformité aux procédures existantes ;
- D'assurer dans le temps qui reste au programme SAHA la mise en œuvre des actions conjointes de renforcement de capacité des membres des CROA et des CSA dans une vision régionale du développement des services agricoles ;
- De développer les partenariats au niveau des régions en complémentarité des actions avec les autres institutions de financement des services, les différents projets et les Services déconcentrés de l'Etat ;
- De renforcer les outils de gestion : manuel de procédures, base de données, etc.
- De tirer les leçons de la mise en œuvre de l'action à travers la capitalisation des expériences.

5.2.4. Pour le projet COFAM

HELVETAS Madagascar va appuyer le projet COFAM autour de trois lignes d'activités prioritaires pour 2012 : commencer la mise en place d'un projet REDD+ incluant le parc et sa périphérie, continuer la négociation d'une compensation liée à l'installation d'une centrale hydro électrique dans le parc et le renforcement de la structure de cogestion du parc pour en faire le principal interlocuteur dans la gestion du parc.

La décision de mettre en place un projet de déforestation évitée a été prise par le Comité du pilotage du projet à la suite des conclusions positives de l'étude de faisabilité faite par HELVETAS Madagascar. Cette décision a été renforcée par les issues positives des négociations avec un partenaire financier à Durban pendant la conférence des parties en décembre 2011. Les priorités de cette année consistent à faire le business plan du projet REDD+, de confirmer le partenariat avec Mc Quarie Group Limited⁸, et de commencer la mise en œuvre des activités incitatives à la réduction de la déforestation comme les foyers améliorés, le reboisement et la restauration forestière.

La société HYDELEC Madagascar a une autorisation de l'Agence pour l'Electrification Rurale pour

⁸ Mac Quarie Group Limited une société australienne gestionnaire des investissements et de fonds bancaire, financier et consultatif

la mise en place d'une centrale hydro électrique de 100 Mw sur la rivière d'Onive, au site de Saho-fika, à cheval entre les régions du Vakinankaratra et d'Alaotra Mangoro. La construction des infrastructures nécessaires pour ce projet va détruire une partie des forêts primaires du parc. La zone d'influence de la centrale touchera le terroir transféré au VOI Fanantenana d'Antenina. Avec Madagascar National Parks, HELVETAS Madagascar va appuyer la prise en compte de la compensation de cette VOI dans les négociations avec HYDELEC en 2012.

La structure de cogestion du parc est en cours de mise en place avec les KAF (Komitin'ny Ala sy Fampandrosoana) comme représentants de la société civile. HELVETAS Madagascar appuie les réflexions de l'équipe du parc pour s'assurer de la cohérence entre les différentes tâches à confier à cette structure, tant dans la gestion du parc que des partenariats avec des sociétés comme Hydelec, Tany Meva, ADES ou d'autres financeurs d'incitations REDD+.

5.2.5. Pour le projet d'appui à l'Education primaire avec OXFAM Hong-Kong

Le projet éducation avec OXFAM est une nouvelle acquisition de HELVETAS Madagascar dont la date de mise en œuvre commence en décembre 2011. L'intitulé du projet est « Amélioration des services d'éducation et la prise de conscience de l'importance de l'éducation par les enfants et les parents des familles défavorisées ». L'objectif est de contribuer à la réduction durable de la pauvreté par le biais de l'amélioration de l'alphabétisation et l'amélioration de l'éducation pré-scolaire et primaire.

Pour la mise en œuvre, HELVETAS Madagascar a opté pour un montage de trois sous-projets impliquant des partenaires de longue date avec l'idée de bénéficier des acquis de la collaboration, de valoriser les expériences respectives des partenaires dans le secteur de l'éducation et de se partager des connaissances pour renforcer chaque institution.

Les partenaires concernés dans la mise en œuvre sont : l'Association Graines de bitumes et l'ONG VOZAMA, tous les deux partenaires du Programme Munsingen, et l'Association Intercooperation Madagascar. Les trois sous projets seront mis en œuvre dans trois zones géographiques différentes: deux dans les zones rurales reculées (dont une loin de la capitale et beaucoup plus isolée) et un dans les bidonvilles de la capitale Antananarivo.

Tous les trois sous-projets sont composés d'une combinaison de la plupart des interventions axées sur les enfants vulnérables :

- L'assistance préscolaire pour les enfants,
- Un soutien financier pour permettre aux enfants d'entrer et de participer à l'enseignement primaire ordinaire,
- Le développement personnel et social tel que l'assainissement, l'hygiène, la santé, les droits de reproduction et de l'environnement etc.
- Une assistance pour obtenir les documents officiels nécessaires pour entrer dans le système d'éducation formelle régulière,
- Le développement de supports d'enseignement améliorés,
- La réhabilitation et construction des bâtiments scolaires, tels que les salles de classe et une cantine,
- Le suivi des enfants qui sont entrés dans le système éducatif ordinaire,
- L'alignement et la coopération avec les institutions d'enseignement ordinaire, qui comprend également la promotion de la bonne gouvernance avec la participation de régionaux, district, les institutions de niveau du village et de quartier et des comités ;
- Et notamment le travail avec les parents et les enseignants à accroître leur sensibilité et leur implication dans l'éducation de leurs enfants. Cela comprend le soutien à générer des revenus au niveau de la famille ou à lever des fonds dans la communauté en faveur de l'appui à l'éducation. Une attention particulière est accordée aux questions de genre; des discussions ont lieu sur la division du travail entre les hommes et les femmes et les services de gain de temps sont prévus pour les mères.

ANNEXES

Annexe 1. Tableau de suivi des indicateurs de performance en 2011

Indicator No	Helvetas Swiss Intercooperation Performance Indicators	Code	Madagascar		1300031	1300041	1300704	1300707	1300790	1300021
					Muensingen	AD2M	COFAM/Canton de Vaud	FORECA/KAM	FRDA	Programme SAHA
			Total of all Projects							
	Water and Rural Infrastructure									
112	The number of people who received a new access to drinking water and /or sanitation in 2011	112m	male	10,190	458					9,732
		112f	female	12,024	443					11,581
		112	Total	22,214	901	0	0	0	0	21,313
123	The number of people who benefitted directly from new or repaired bridges, access roads, ways or footpaths in 2011 (People who use the bridges, access roads, ways or footpaths.)	123m	male	99,370	1,033					98,337
		123f	female	102,690	1,190					101,500
		123	Total	202,060	2,223	0	0	0	0	199,837
	Rural Economy									
212	The number of people who were advised and trained in agriculture, forestry or animal husbandry in 2011	212m	male	5,986	35	2,743	1,326	69		1,813
		212f	female	7,313	78	5,818	456	23		938
		212	Total	13,299	113	8,561	1,782	92	0	2,751
221	The number of people who received additional income in 2011 thanks to support for marketing their produce	221m	male	5,903			131			5,772
		221f	female	4,932			105			4,827
		221	Total	10,835	0	0	236	0	0	10,599

Education and Skill Development									
311/ 312	The number of apprentices and students who successfully completed a vocational education or training in 2011	311/ 312m	male	40	40				0
		311/ 312f	female	11	11				0
		311/ 312	Total	51	51	0	0	0	0
321	The number of pupils who have successfully completed basic education in a school or institution supported by HELVETAS Swiss Intercooperation or partner organization 2011	321m	male	8,326	5,517				2,809
		321f	female	8,412	5,349				3,063
		321	Total	16,738	10,866	0	0	0	5,872
Governance and Peace									
411	The number of people who attended a course on decentralisation, democratization or local administration in 2011	411m	male	10,389	0	0	3,712	17	6,660
		411f	female	6,494	0	0	821	4	5,669
		411	Total	16,883	0	0	4,533	21	12,329
413	Number of development plans at village, district and provincial levels developed in a participatory manner in 2011	413	Total	26	0	0	6	15	5
Environment & Climate Change									
213	Number of hectares protected or managed sustainably	213	Total	191,704	0	0	134,081	30,000	27,623
215	Number of people directly involved in conserving and/or sustainably managing natural resources	215m	male	7,160	0		2,946	1,569	2,645
		215f	female	5,716	0		1,246	1,883	2,587
		215	Total	12,766	0	0	4,192	3,342	5,232

Annexe 2. Fiches des principaux projets en 2011

MUENSINGEN

Programme de collaboration de la Commune de Muensingen à Madagascar

LE PROGRAMME EN BREF :

- **Durée du programme** : indéterminée
- **Durée d'une phase** : 4 ans
- **Bénéficiaires** : Communes, société civile, Association / Organisation de scolarisation, organisation paysanne
- **Localisation** : Région Amoron'i Mania, Bongolava, Analamanga, Vakinankaratra.
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation** : HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable de la mise en œuvre et du suivi des activités.
- **Identité du bailleur de fonds** : Commune de Muensingen – Suisse, DDC
- **Coût total du projet** : 160.000 CHF par an
- **Partenaires techniques** :
 - Partenaires gouvernementaux nationaux : Le Ministère de l'Eau, le CNEAGR
 - Partenaires gouvernementaux régionaux : Direction régionale de l'Eau, Région Bongolava, District Ambatolampy
 - Programme national : Programme National Foncier, Mutuelle de microfinance OTIV
 - Partenaires de la société civile et ONGs : VOZAMA, Graines de Bitume, ENDA Océan Indien, centre Fiarenana, Plateforme WASH Diorano, Association Haonaso, Association Miarintsoa, CITE, CSA Ambatolampy
 - Organismes d'intervention et Opérateurs économiques : CAMAGRI, GUANOMAD, SCAMPIS, FIFAMANOR, Land O'Lakes, VETOPRATIK, Bureau Madagascar Development Engineering
- **Partenaires financiers** : La Commune de Muensingen, DDC, Solidarit'eau

DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME :

- ✓ Depuis 2001 Intercooperation à Madagascar a été mandatée par la commune de Muensingen en Suisse pour la réalisation de projets (auparavant sous responsabilité de la Coopération Suisse)
- ✓ Il s'agit de financer et de faire le suivi de réalisation de projets dans trois grands domaines : le développement (rural et urbain), le domaine socio – culturel, et le domaine communal

PRINCIPES D'ACTION :

- ✓ Favoriser la responsabilisation et l'empowerment des partenaires et développer un appui basé sur la demande des partenaires
- ✓ Cibler les groupes les plus défavorisés
- ✓ Intervenir aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines et favoriser les actions ayant une synergie positive entre ces deux zones
- ✓ Prioriser les actions à impacts palpables et durables sur la vie des populations
- ✓ Promouvoir la bonne gouvernance et la bonne gestion des affaires publiques

PRINCIPALES ACTIVITÉS :

- ✓ Développement communal : infrastructures urbaines et appui à la gestion communale
- ✓ Développement (urbain, rural) : production agricole durable, activités génératrices de revenus, infrastructures rurales
- ✓ Développement humain et socio-culturel : appui à la scolarisation d'enfants, formation de groupes défavorisés, appui à des activités culturelles

PROGRAMME SAHA

Sahan'Asa Hampandrosoana ny eny Ambanivohitra

LE PROGRAMME EN BREF :

- **Durée du projet** : Phase IV, 2009 au 2012, 3ans
- **Année de première mise en œuvre** : octobre 2000
- **Partenaires directs** : Organisations paysannes faitières, organisations faitières de la société civile, communes rurales, associations de communes, organisations publics de coopération intercommunale
- **Localisation** : Imerina, Menabe, Betsileo
- **Identité du bailleur de fonds** : Direction du Développement et de la Coopération (DDC)
- **Partenaires techniques** :
- **Partenaires gouvernementaux nationaux** : Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Éducation, ONN, CNLS
- **Partenaires gouvernementaux régionaux** : Gouvernement Régional des six zones d'intervention, **Bureaux régionaux du développement rural, de l'eau et des forêts**, de l'économie, de la nutrition, Services des Domaines, tribunal administratif, tribunal financier, Tourisme, BIANCO
- **Partenaires financiers** : La Banque Mondiale, la FAO, la GIZ et la Coopération Décentralisée en Aquitaine pour mettre à l'échelle des interventions (budget participatif, igname) et le financement des activités spécifiques, Les Fonds comme Fonds de Développement Local, Fonds Régional de Développement Agricole
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation** : HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable de l'exécution du programme
- **Coût total du projet** : 9.446.000 CHF
- **Programmes Nationaux** : PNF, PGRM, PGDI, PIC
- **Partenaires de la société civile et ONG** : FENAPI), Tany Meva, Tanintsika, Reggio Terzo Mondo, VOZAMA, Planète Urgence, Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF), Fondation Friedrich-Ebert (FES), Centres de Services Agricoles (CSA), Gender Links, Réseau genre, Projets, COFAM
- **Institutions financières et d'entreprises nationales** : Association des Institutions de Microfinance, Institutions de Microfinance (comme SOAHITA), Chambre de Commerce et de l'Industrie (régional), PROSPERER

FINALITE DU PROGRAMME :

Contribuer à une réduction de la pauvreté et à une amélioration des conditions de vie dans les zones rurales de l'Imerina, du Betsileo et du Menabe.

La mission de SAHA comme programme d'appui à la société civile consiste principalement à renforcer les organisations et institutions pérennes dans leurs responsabilités et relations perspectives avec les organisations de base.

PRINCIPES DE BASE :

- ✓ Renforcement de la maîtrise d'ouvrage locale du développement
- ✓ Intégration de la dimension vulnérabilité et genre
- ✓ La bonne gouvernance

LES DOMAINES D'INTERVENTION :

- ✓ Domaines thématiques : gouvernance locale et économie locale
- ✓ Thèmes transversaux : genre et vulnérabilité, mainstreaming sur la lutte contre le VIH/SIDA

LES LIGNES D'ACTIONS :

- ✓ L'accompagnement socio organisationnel et le renforcement de la capacité de gestion des partenaires, notamment dans la prise en compte des besoins des groupes vulnérables,
- ✓ L'appui aux partenaires dans l'amélioration des espaces d'interactions horizontales et verticales ainsi que la défense de leurs intérêts,
- ✓ L'appui aux différents systèmes de communication et de formation exploités par les partenaires ;
- ✓ L'appui au développement et à la structuration de filières en réponse aux besoins du marché et aux enjeux régionaux
- ✓ La capitalisation et diffusion des expériences

SYSTÈME DE SUIVI-ÉVALUATION :

Le système de suivi/évaluation SAHA se base sur la méthode de cartographie des incidences et est donc centré principalement sur la collecte et l'analyse des informations concernant le changement de comportements des partenaires limitrophes. Il analyse aussi l'évolution du contexte, les stratégies d'appui et pratiques organisationnelles du programme.

REDD-FORECA

Réduction des Emissions dues à la Déforestation et Dégradation des forêts – FOrêts engagées pour la Réduction des Emissions de Carbone

LE PROJET EN BREF :

- **Durée du projet** : Phase 2, 2010 à 2011, 2 ans
- **Année de première mise en œuvre** : juillet 2007
- **Partenaires directs** : communautés paysannes gestionnaires de forêts et de ressources
- **Partenaires du projet** : Groupe IC, GTZ/CaPP, ESSA Forêts, vTI, PGDRN
- **Localisation** : Itasy, Amoron'i Mania, Analanjirofo, Tsinjoarivo, Corridor Sud, Tsimanampesotse, Haute Ramena, Mariarano
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation** : Le groupe IC met en œuvre le projet dans 2 sites pilotes : les tania d'Itasy et Amoron'i Mania (SAHA) et à Manompana (AIM)
- **Coût total du projet** : 400.000 CHF
- **Identité du bailleur de fonds** : DDC, BMELV, BMZ
- Partenaire financier : GIZ

FINALITE ET OBJECTIFS DU PROJET :

- ✓ Appuyer le Gouvernement de Madagascar dans l'établissement d'un mécanisme visant la réduction des émissions de GES provenant du déboisement et de la dégradation des forêts à Madagascar.
- ✓ Avec l'approche REDD, le projet permettra à Madagascar de participer à la conception d'un éventuel système international d'échange de quotas d'émissions pour réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. Il contribuera au test de la mise en œuvre d'une méthodologie pour un tel système par le biais de la CCNUCC qui aiderait à réduire les émissions des gaz à effets de serre dues à la déforestation dans les pays qui ne sont pas dans l'Annexe 1. Finalement, il vise à améliorer les perspectives de développement durable au niveau local en contribuant à la conception et au financement de mécanismes efficaces d'utilisations équitables et durables des terres.

L'APPROCHE METHODOLOGIQUE :

Le projet pilote travaillera selon l'approche nationale et sub nationale intégrant les forêts dites « engagées » selon le concept de « forêts engagées ou committed forests ») définie par Forner, Blaser, Robledo et Jotzo (in Climate Change Policy 6, 2006). Dans le cas de Madagascar, une forêt engagée pourrait être une partie des aires protégées existantes, des zones prioritaires désignées par un texte réglementaire (décret) et qui peuvent être des Aires Protégées ou des sites de gestion durable des ressources forestières (SGDF ou KOLOALA).

PRINCIPES DE BASE :

- ✓ Résultat 1- Développement d'une méthodologie REDD pour Madagascar
- ✓ Résultat 2- appuyer le développement de politiques incluant l'approche de forêts engagées
- ✓ Résultat 3- Mise en œuvre du concept forêts engagées au niveau local
- ✓ Résultat 4- Dissémination des résultats de REDD-FORECA

COFAM

Corridor Forestier Fandriana-Marolambo

LE PROJET EN BREF :

- **Durée du projet** : déc 2008 à déc 2012, 60 mois
- **Année de première mise en œuvre** : décembre 2008
- **Partenaires directs** : organisations communautaires villageoises de 23 Communes rurales, dont des Intercommunalités pour la Gestion forestière (OPCI), 4 administrations régionales décentralisées et les services déconcentrés (Chefs de Régions, DRDR, DREEFT)
- **Partenaires du projet** : Madagascar National Parks, Association Intercooperation Madagascar, HELVETAS Swiss Intercooperation Madagascar
- **Localisation** : Corridor forestier s'étendant sur les régions Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Amoron'i Mania et Vakinankaratra
- **Identité du bailleur de fonds** : Délégation de la Commission Européenne à Madagascar et cofinancement du Canton de Vaud
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation** : Madagascar National Parks est le principal responsable du projet et de la partie conservation
AIM est responsable de la partie transfert de gestion et renforcement socio organisationnel des acteurs du projet
HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable du volet carbone
- **Coût total du projet** : 2.000.000 Euros

FINALITE ET OBJECTIFS DU PROJET :

L'action va contribuer à la réduction de la pauvreté par la gestion durable des forêts primaires de Madagascar, spécifiquement par le développement d'un système durable de co-gestion forestière décentralisée du corridor forestier de Marolambo, qui contribue en même temps à la conservation de la biodiversité et à l'amélioration des conditions de vie des communautés riveraines

RESULTATS ET ACTIVITES DU PROJET :

Résultat 1- Un dispositif de co-gestion des forêts du corridor forestier entre les riverains, les autorités et services décentralisés et MNP sera en place et opérationnel

Un système de co-gestion pour la gestion durable de la forêt sera mis en place par des activités d'information et sensibilisation des riverains, la constitution et le renforcement de la structure de co-gestion. Des études spécifiques et des consultations locales faciliteront le zonage participatif du transfert de gestion des forêts périphériques aux COBA riveraines. La création d'une aire protégée formelle au centre des forêts villageoises sera appuyée un Plan participatif d'Aménagement et de Gestion de l'aire protégée en plus de la mise en place des infrastructures de gestion. Le projet assurera un appui technique et financier à la structure de co-gestion décentralisée dans la mise en œuvre de leur Plan de Gestion et d'Aménagement ainsi qu'un appui à la pérennisation financière

Résultat 2- Les services environnementaux pour les communautés locales sont maintenus et la génération de revenus supplémentaires appuie le développement de politiques incluant l'approche de forêts engagées

Le maintien des services environnementaux et la génération des revenus des riverains sera atteint par la mise en œuvre de la Politique nationale de sauvegarde des populations vulnérables, l'appui à la gestion durable des produits forestiers de droit d'usage (services environnementaux), l'appui à la génération de revenus supplémentaires des communautés riveraines par de nouvelles activités, comme l'exploitation villageoise et commerciale de la forêt transférée, l'appui aux techniques agricoles pérennes et rentables, et l'appui aux projets d'écotourisme villageois et de guidage.

Résultat 3- Les expériences du projet sont démontrées et diffusées pour alimenter les dialogues de politiques aux niveaux national et international

La diffusion et l'alimentation du dialogue de politique de l'action sera atteinte par la diffusion qui nécessite au préalable la démonstration à Marolambo de l'efficacité de l'approche et la capitalisation des expériences et acquis, la contribution au dialogue de politiques en matière de co-gestion d'AP à Madagascar et la faisabilité d'activités d'atténuation des effets du changement climatique. L'action contribuera au dialogue de politique nationale et internationale sur un régime post Kyoto.

PROJET AD2M

Mandat d'appui au Projet d'Appui au Développement du Melaky et du Menabe

LE PROJET EN BREF :

- **Durée du projet** : 4 ans
- **Année de première mise en œuvre** : mars 2007
- **Partenaires directs** : Unité de Gestion du Projet (UGP) et ONG d'animation de terrain du projet AD2M
- **Bénéficiaires** : organisation paysannes et petits producteurs, commune rurales
- **Localisation** : Menabe et Melaky
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation** : HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable de l'exécution du mandat
- **Coût total du projet** : 530.000 USD
- **Identité du bailleur de fonds / Mandant** : FIDA - MAEP
- **Partenaires financiers** : Le MCA, l'Union Européenne (à travers le projet PARECAM)
- **Partenaires techniques** : La DRDR et les services déconcentrés, le Génie Rural, Circonscription domaniale et topographie, circonscription du Développement rural, etc. Les Organisations non gouvernementales chargées de la mise en œuvre sur le terrain (ONGT), Le PNF, Les Centres de Services Agricoles (CSA), Les Guichets fonciers, Les Centres d'Appui aux Communes (CAC), Les Organisations Paysannes Faïtières (OPF), Les Vétérinaires privés et les Radios locales

OBJECTIF GENERAL DU PROJET :

Contribuer à la mise en oeuvre du projet d'appui au développement de Menabe et du Melaky

OBJECTIFS SPECIFIQUE :

- ✓ Contribuer à la mise en place et la mise à jour du cadre conceptuel et méthodologique ainsi que les approches du projet suivant l'évolution des activités.
- ✓ Contribuer au développement de capacités des acteurs locaux dans le développement local/régional et dans la fourniture de services de qualité à la population

DOMAINES THEMATIQUES :

- ✓ Gouvernance locale et sécurisation foncière
- ✓ Suivi et évaluation

TACHES PRINCIPALES :

- ✓ Participer à la formation de l'équipe et de la structure du projet
- ✓ Participer à l'affinage de la stratégie d'intervention globale du projet
- ✓ Développer des démarches et approches suivant les thèmes priorités
- ✓ Coordonner la mise en œuvre des activités dans les domaines de gouvernance locale
- ✓ Contribuer à l'identification et la mise en place un système intégré de suivi et évaluation
- ✓ Contribuer au développement de capacités des acteurs locaux dans le développement local/régional et dans la fourniture de services de qualité à la population
- ✓ Appuyer l'élaboration/actualisation des PRD/PCD/PLD
- ✓ Appuyer la participation active des populations dans leur propre développement
- ✓ Améliorer les capacités des ONG et prestataires de services locaux
- ✓ Appuyer l'émergence de nouvelles compétences
- ✓ Améliorer les capacités des différents techniciens impliqués dans le projet
- ✓ Coordonner les relations de travail et les échanges avec les autres acteurs du développement locaux

OXFAM

Amélioration des services d'éducation et la prise de conscience de l'importance de l'éducation par les enfants et les parents des familles défavorisées

LE PROJET EN BREF :

- **Durée du projet :** 24 mois (déc 2011 à déc 2013)
- **Partenaires du projet :** Graines de Bitume, VOZAMA et AIM
- **Localisation :** Analamanga, Haute Matsiatra, Amoron'i Mania et Analanjirifo
- **Identité du bailleur de fonds :** OXFAM Hong-Kong
- **Partenaires de mise en œuvre :** ONG VOZAMA, Association Graines de Bitume, AIM, Programme Munsingen
- **Partenaires étatiques :** Directions régionales de l'éducation de base et les services déconcentrés au niveau des Districts, Services de santé de District, centres de soin (dispensaires), Collectivités territoriales, Institutions communales, Autorités des quartiers (fokontany), Association des parents d'élèves (FRAM)
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation :** HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable de la mise en œuvre et du suivi des activités.
- **Coût total du projet :** 519.281 USD

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET :

- ✓ Améliorer la capacité d'environ 12 000 enfants, en particulier des filles des familles vulnérables à avoir accès et finir le cycle d'éducation primaire comme base de leur développement futur
- ✓ Contribuer à la réduction durable de la pauvreté par le biais alphabétisation accrue et amélioration de l'éducation pré-scolaire et primaire

OBJECTIFS SPECIFIQUES DU PROJET :

1. Fournir un accès durable à l'enseignement primaire pour les enfants de la rue (surtout les filles) à Antananarivo, en accompagnant leur réinsertion sociale et en offrant de meilleures chances d'atteindre leur développement futur
2. Lutter contre l'analphabétisme d'une manière durable pour les enfants (surtout les filles) des communautés vulnérables dans les régions de l'Amoron'i Mania et du Haute Matsiatra à travers l'éducation pré scolaire et le renforcement de capacités des parents
3. Améliorer durablement la scolarité et le milieu scolaire pour les enfants (surtout les filles) issus de familles pauvres dans le district de Soanierana Ivongo, région Analanjirifo.

LES RESULTATS ATTENDUS :

- ✓ Résultats scolaires positifs des enfants appuyés
- ✓ Renforcement de capacités des jeunes filles en prenant en compte leur besoins spécifiques
- ✓ Statut legal (acte de naissance) des enfants
- ✓ Meilleure intégration des enfants dans la vie du village et de la société;
- ✓ Augmentation de l'hygiène dans les villes/villages ciblés
- ✓ Une sensibilisation accrue des villageois pour le reboisement;
- ✓ Amélioration de l'état nutritionnel des enfants
- ✓ Une meilleure prise de responsabilité des parents dans la scolarité de leurs enfants
- ✓ Le bon fonctionnement des organisations de parents (FRAM)
- ✓ Amélioration de la qualité de l'enseignement
- ✓ Augmentation de la collecte de fonds et des activités génératrices de revenus

FRDA ANALAMANGA

Mise en place – Accompagnement des structures FRDA (CROA et DER) de services agricoles FRDA Analamanga

LE PROJET EN BREF :

- **Durée du projet :** 18 mois (août 2011 à janvier 2013)
- **Partenaires du projet :** FERT-AFD
- **Localisation :** région d'Analamanga
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation :**
HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable de la mise en œuvre et du suivi des activités.
- **Identité du bailleur de fonds :**
Ministère de l'Agriculture, DDC/SAHA
- **Coût total du projet :**
557.821 CHF
- **Partenaires financiers :** L'AFD, La DDC, Le MinAgri, Les Institutions de microfinance (IMF), Le PSDR (Projet de Soutien au Développement Rural)
- **Partenaires techniques :**
 - Les Opérateurs d'appui :
 - AIM (Association Intercooperation Madagascar)
 - FERT (Formation pour l'Epanouissement et la Rénovation de la Terre)
 - Le Programme SAHA
 - La Direction régionale du Développement Rural (DRDR)
 - Les Centres de Services Agricoles
 - Les ONG et Projets de développement intervenant dans les Régions
 - Les Organisations Paysannes Faïtières (OPF)
 - Les Prestataires et fournisseurs de services

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET :

Appuyer et préparer la mise en place d'un outil de financement pérenne et paritaire du secteur agricole (FDA), pour contribuer au développement de la production agricole et des revenus des agriculteurs.

OBJECTIFS SPECIFIQUES DU PROJET :

- ✓ Concevoir, tester et capitaliser des FRDA pilotes
- ✓ Alimenter le dialogue politique et institutionnaliser les acquis du programme SAHA

LES RESULTATS ATTENDUS :

- ✓ Mise en place du dispositif FRDA
- ✓ Fonctionnalités FRDA et mécanismes testés par l'action
- ✓ Fonctionnalités des CSA de la région et capacité à travailler avec les FRDA
- ✓ Coordination avec les autres acteurs du développement rural
- ✓ Renforcement des services des prestataires et CSA
- ✓ Capitalisation des expériences

FRDA VAKINANKARATRA

Appui à la mise en place et à l'opérationnalisation du Fonds Régional de Développement Agricole

LE PROJET EN BREF :

- **Durée du projet** : 36 mois
Partenaires du projet : FERT-AFD
- **Localisation** : région de Vakinankaratra
- **Rôle et implication de HELVETAS Swiss Intercooperation** :
HELVETAS Swiss Intercooperation est responsable de la mise en œuvre et du suivi des activités.
- **Identité du bailleur de fonds** :
Ministère de l'Agriculture, AFD, DDC/SAHA
- **Coût total du projet** :
1.819.486 CHF
- **Partenaires financiers** : L'AFD, La DDC, Le MinAgri, Les Institutions de microfinance (IMF), Le PSDR (Projet de Soutien au Développement Rural)
- **Partenaires techniques** :
 - Les Opérateurs d'appui :
 - AIM (Association Intercooperation Madagascar)
 - FERT (Formation pour l'Epanouissement et la Rénovation de la Terre)
 - Le Programme SAHA
 - La Direction régionale du Développement Rural (DRDR)
 - Les Centres de Services Agricoles
 - Les ONG et Projets de développement intervenant dans les Régions
 - Les Organisations Paysannes Fautières (OPF)
 - Les Prestataires et fournisseurs de services

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET :

Appuyer et préparer la mise en place d'un outil de financement pérenne et paritaire du secteur agricole (FDA), pour contribuer au développement de la production agricole et des revenus des agriculteurs.

OBJECTIFS SPECIFIQUES DU PROJET :

- ✓ Concevoir, tester et capitaliser des FRDA pilotes
- ✓ Alimenter le dialogue politique et institutionnaliser les acquis du programme SAHA

LES RESULTATS ATTENDUS :

- ✓ Mise en place du dispositif FRDA
- ✓ Fonctionnalités FRDA et mécanismes testés par l'action
- ✓ Fonctionnalités des CSA de la région et capacité à travailler avec les FRDA
- ✓ Coordination avec les autres acteurs du développement rural
- ✓ Renforcement des services des prestataires et CSA
- ✓ Capitalisation des expériences

Annexe 3. Liste des publications par projet en 2011

FORECA :

- *The REDD-FORECA project : a partnership for REDD in M/car : results, achievements and challenges (56pp, Unique Forestry, nov 2011)*
- *The FORECA Toolbox : REDD+ from a bottom-up perspective ; Tools for implementing REDD+ with a mechanism of direct incentives (55pp, Unique Forestry, nov 2011)*
- *Forêts engagées comme réservoirs de carbone à M/car : REDD-FORECA, document de synthèse (106pp, Unique Forestry, nov 2011)*
- *Note de capitalisation, accompagnement de la mise en place de la commission régionale REDD+ d'Analanjirifo (Délégation Intercooperation Madagascar/ Projet REDD-FORECA, Association Intercooperation Madagascar/ Projet KOLO ALA MANOMPANA, 2011)*

AD2M :

- *Note sur la collaboration institutionnelle entre Intercooperation et le MINAGRI/FIDA dans le cadre de la mise en œuvre du projet AD2M à M/car (8pp, DIC, sept 2011)*
- *Rapport sur la contribution d'Intercooperation en matière de gouvernance locale pour le projet AD2M (25pp, DIC, juin 2011)*

SOAVA :

- *Rapport final de l'étude de faisabilité d'une mise à l'échelle de l'appui aux groupements de base pour la commercialisation d'huile essentielle ; districts de Soanierana-Ivongo et de Mananara-Nord (63pp, AIM, janv 2011)*

BIO-CACAO

- *Rapport final de l'étude de faisabilité pour un projet de développement de la filière Bio Cacao autour des aires protégées de Masoala, Makira et Mananara-Nord (101pp, AIM, aout 2011)*
- *Rapport final de l'étude de faisabilité pour un projet de développement de la filière Bio-Vanille autour des aires protégées de Makira, Masoala et la zone littorale de la baie d'Antongil (MaMa-Baie) (63pp, AIM, aout 2011)*

MUENSINGEN

- *Etude Avant Projet détaillé pour la mise en place d'un système d'adduction d'eau potable dans les villages Ambohimahavelona, Antanambao, Moratsiazao dans la Commune d'Ambatolampy/Tsiroanomandidy, (112 pp, CNEAGR, mars 2011).*
- *Etude de pré-faisabilité : projet d'adduction d'eau potable dans le Fokontany de Faliarivo, Antanimenabe dans la Commune de Masindrany, (87pp, CNEAGR, Aout 2011)*
- *Etude socio- économique et technique du projet de réhabilitation de la station de pompage et de production d'eau potable de la Commune d'Ambohimambola - Avant Projet Sommaire (81pp, Madagascar Development Engineering, Avril 2011)*
- *Etudes hydrologique et hydrogéologiques de la zone d'Ambohimambola (43pp, Madagascar Development Engineering, Novembre 2011)*
- *Rapport d'évaluation participative de la phase I et identification de nouvelles perspectives relatives au processus de développement économique local de la Commune de Ihazolava (43pp, Association Haonasoia, juillet 2011)*

SAHA

- *Budget participatif, gouvernance locale (manuel 1 :38pp, manuel 2 :28pp, janv 2011)*
- *Rapport annuel 2010 (56pp, mai 2011)*
- *Teinture naturelle INDIGO pour la soie (5pp, nov 2011)*
- *Poster sur teinture avec la poudre d'indigo, mode de culture et de collecte (nov 2011)*
- *Diarin'i Joely (50pp, déc 2011)*
- *Document de capitalisation sur Cartographie des incidences au sein du programme SAHA à Madagascar (4 livrets et kits d'outils ; déc 2011)*
- *Film « Outcome mapping » (déc 2011)*